



OCCASIONAL PAPER NO. 25

ISSN 0854-9818

Dec. 1999

## **L'Impact de la Crise Économique sur les Populations, les Migrations et le Couvert Forestier du Sud-Cameroun**

Jacques Pokam Wadja Kemajou et William D. Sunderlin

CENTER FOR INTERNATIONAL FORESTRY RESEARCH

*Adresse:* Jalan CIFOR, Situ Gede, Sindang Barang, Bogor 16680, Indonesia

*Adresse postale:* P.O. Box 6596 JKPWB, Jakarta 10065, Indonesia

*Tél.:* +62 (251) 622622; *Fax:* +62 (251) 622100

*E-mail:* [cifor@cgiar.org](mailto:cifor@cgiar.org)

*Website:* <http://www.cgiar.org/cifor>

**Le réseau CGIAR**

Le groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) est une association libre de donateurs des secteurs publics et privés, créée en 1971. Il appuie un réseau de 16 instituts internationaux de recherche agricole, dont le dernier en date est le CIFOR. Les Centres CGIAR constituent un réseau mondial de recherche agricole qui met à contribution les capacités scientifiques internationales pour trouver des solutions aux problèmes des populations défavorisées du globe.

**CIFOR**

Le centre de recherche forestière internationale (CIFOR) est un institut de recherche international indépendant, dont le rôle est de mettre la science au service des forêts tropicales et des populations qui y vivent. CIFOR a été créé en 1993 par le CGIAR en réponse aux préoccupations mondiales sur les conséquences sociales, écologiques et économiques de la destruction et de la dégradation des forêts. Il agit en partenariat décentralisé avec des institutions ou des chercheurs, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, avec les administrations nationales, les universités, les ONG et les instituts de recherche du secteur privé ou para-public. La nature et la durée de ces partenariats dépendent des problèmes de recherche particuliers à traiter. Le programme de recherche est révisé périodiquement en prenant en compte les facteurs de changement et l'émergence de circonstances nouvelles.

# Table des Matières

Remerciements	iv
<b>Résumé</b>	1
<b>1. Introduction Générale</b>	1
1.1. Buts de l'étude	1
1.2. Origine de la crise	2
1.3. Cadre conceptuel d'analyse	2
<b>2. Méthodologie</b>	3
2.1. Hypothèses	3
2.2. Zone d'enquête	3
2.3. Choix des villages étudiés	3
2.4. Procédures et méthodes d'enquête	5
2.5. Limites de l'enquête	6
<b>3. Résultats</b>	7
3.1. Crise et changement démographiques	7
3.1.1. Evolution de la population totale	7
3.1.2. Les migrations à long terme	8
3.1.3. Une migration de retour en hausse constante	9
3.1.4. Les causes des migrations	10
3.2. Recul des cultures de rente et émergence des cultures vivrières	11
3.2.1. Changement des activités	12
3.2.2. Changement des superficies	12
3.3. Changement dans la division sexuelle du travail	15
<b>4. Implications des Résultats sur le Couvert Forestier</b>	15
<b>5. Conclusion Générale</b>	16
<b>Bibliographie</b>	18
<b>Annexes</b>	19
1. La taille des villages et leur répartition spatiale	19
2. Variabilité du taux d'absence parmi les villages	20
3. Émigration rurale à forte tendance féminine	21
4. La migration de retour et le genre	22
5. Mouvement de la culture du plantain et la diversification des cultures	23

### Liste des Tableaux

Tableau 1. Changement total de la population dans les 38 villages étudiés, 1961-97	7
Tableau 2. Lieux de résidence des émigrés en 1977, 1982, 1987, 1992, 1997	9
Tableau 3. Activité des chefs de familles dans les villages étudiés, 1974-75 et 1997	12
Tableau 4. Occupations des garçons de 15 à 19 ans, 1974-75 et 1997	12
Tableau 5. Croissance ou diminution des superficies utilisées pour le plantain et pour les ACV dans les 38 villages de l'étude, entre 1993 et 1997, selon la distance par rapport à Yaoundé (près ou loin)	14
Tableau 6. Activités principales des hommes adultes	15

### Liste des Figures

Figure 1. Carte des 38 villages étudiés dans les provinces du centre et du sud de la zone forestière humide du Cameroun	4
Figure 2. Effectif des émigrations, immigrations, et migrations nettes parmi les migrants à long terme nés dans les 38 villages de l'étude	10
Figure 3. Changement de la superficie de diverses cultures, 1985 comparée à 1993, et 1993 comparée à 1997	13

## Liste des Abréviations

ACV	Autres cultures vivrières.
CENADEFOR	Centre National de Développement des Forêts.
CEPED	Centre Français sur la Population et le Développement.
CIFOR	Center for International Forestry Research.
CRDI	Centre de Recherche pour le Développement International.
Démo 87	Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1987.
DFID	Department for International Development.
IFORD	Institut de Formation et de Recherche Démographiques.
INC	Institut National de Cartographie.
MCT	Migration à Court Terme.
MINEF	Ministère de l'Environnement et des Forêts.
MINPAT	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.
MLT	Migration à Long Terme.
MRV	Migration de Retour au Village.
PNGE	Plan National de Gestion de l'Environnement.
RGPH 76	Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1976.
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen (de population).
UEPA	Union pour l'Étude de la Population Africaine.

## **Remerciements**

Le Centre de Recherche Forestière Internationale remercie le Département pour le Développement International (DFID) du Royaume-Uni pour son support financier.

Les auteurs remercient Ndongo Léopold Aimé, Awono Nzodo Patrice Georges, Ngo Yebga Noël Solange, Ba'ana Sapouma Bob, Ndje Toué Paul, Anong Ayangma, Otongo Alphonse, Awono Abdon et Owona Henri pour leur participation aux enquêtes et à la saisie. Les remerciements vont également à Ousseynou Ndoye (lecteur interne) et Ngieyip Ignace (lecteur externe).

Les idées exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs.

# L'Impact de la Crise Économique sur les Populations, les Migrations et le Couvert Forestier du Sud-Cameroun

Jacques Pokam Wadja Kemajou\*  
et William D. Sunderlin\*\*

## Résumé

*Cette étude a été réalisée en 1997-98 par le CIFOR en collaboration avec les institutions et les chercheurs camerounais, grâce à l'appui financier du DFID du Royaume-Uni. Son objectif général est de comprendre les causes qui expliqueraient le taux de déforestation beaucoup plus élevé pendant la crise économique (qui commença en 1986) par rapport à la période avant le début de la crise. Le projet de recherche a examiné les effets de la crise sur les migrations, les systèmes de cultures, la division sexuelle du travail et leur incidence sur le couvert forestier. Les travaux de Franqueville effectués en 1974-75 et publiés en 1987 ont servi de référence pour les enquêtes exhaustives menées auprès de 4.078 ménages dans 38 villages, répartis dans les provinces du Centre et du Sud (et leurs marges) du Cameroun méridional forestier. Il se dégage trois résultats principaux dont le premier est que le taux de croissance de la population est plus élevé pendant la crise comparativement à la décennie précédente. Deuxièmement, il y a eu un grand changement de la structure des productions agricoles, l'agriculture de plantations ayant chuté au profit de l'agriculture vivrière. Troisièmement, l'augmentation de la production des cultures vivrières a été en partie favorisée par les changements de la division sexuelle du travail essentiellement intervenus au niveau des hommes. Cette étude conclut que les phénomènes macro économiques peuvent affecter les dynamiques socio économiques et l'utilisation des ressources naturelles d'une manière imprévue et - dans certains cas - avec des conséquences indésirables. Ces nouvelles tendances, qui ont eu une influence négative sur le couvert forestier, devraient être prises en considération par les décideurs en vue d'une meilleure gestion des ressources forestières et de l'amélioration des conditions de vie des populations.*

## 1. Introduction Générale

### 1.1. Buts de l'étude

Les forêts humides du Sud-Cameroun font l'objet d'une grande exploitation depuis quelques décennies. Laporte *et al.* (1995 : 1137) estiment qu'en 1989, la superficie de forêt dense humide du Cameroun est de 16,8 millions ha et celle de forêt dégradée de 6,4 millions ha. Le déboisement annuel des superficies forestières au Cameroun est estimé entre 80.000 et 200.000 ha (FAO 1988 ; Gartland 1989) et se chiffrerait vraisemblablement aux environs de 100.000 ha par an (Côté 1993 : 4). Des recherches basées sur des images satellitaires menées par le CIFOR ont montré que le taux de déforestation nette dans la zone forestière humide du Cameroun a été beaucoup plus élevé pendant la décennie qui a suivi le début de la crise économique en 1986, par rapport à celle qui l'a précédée (Mertens *et al.* 1999 ; Sunderlin *et al.* 1999). Cette situation est préoccupante, d'où l'intérêt du CIFOR de mener des recherches sur les causes et les conséquences de cette déforestation, et de rechercher les moyens d'alléger les problèmes y afférents.

Pendant longtemps, il a été dit que l'immense forêt humide camerounaise était sous-exploitée. En fait, celle-ci n'a souvent été considérée que sous un angle financier. Seule a été prise en compte la coupe des essences commerciales pour la vente essentiellement sur le marché international. Et à côté de certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun faisait piètre figure. A la faveur de la crise économique arrivée au Cameroun en 1985-86, l'exploitation forestière est fortement encouragée car elle procurerait au pays les devises dont il a tant besoin. Le Cameroun est alors devenu très rapidement un eldorado forestier, à l'heure où les autres pays forestiers, pour la plupart ne le sont plus que de nom, les forêts ayant cédé place à des cultures arbustives de moindre biomasse (Pokam 1998 : 86).

---

\* Jacques Pokam Wadja Kemajou, Chercheur à l'Institut National de Cartographie (INC) B.P. 157 Yaoundé, Cameroun. Tél : (237) 22.29.21 Fax: (237) 23. 39. 54. E-mail : pokamwa@inc.sdnmr.undp.org

\*\* William D. Sunderlin, Center for International Forestry Research, P.O. Box 6596, JKPWB, Jakarta 10065, Indonesia. Tél: 62.251.622.622. Fax: 62 0251.622.100. E-mail : w.sunderlin@cgiar.org

La faible exploitation forestière observée au Cameroun jusqu'au milieu des années 1980 n'est en réalité qu'une illusion. En effet, les populations du Sud-Cameroun sont profondément attachées à la terre, à l'agriculture vivrière et commerciale en dépit de son caractère artisanal. La pratique d'une agriculture extravertie depuis le début du XXème siècle en combinaison avec l'exploitation forestière, ont contribué de manière insidieuse à la déforestation (Pokam 1998 : 3). Celle-ci a pris de l'ampleur, à la faveur de la crise économique qui a poussé à l'accélération rapide de l'exploitation forestière d'une part, d'autre part à des changements démographiques et incidemment à une augmentation des superficies cultivées.

### **1.2. Origine de la crise**

Avant la crise, l'économie du Cameroun a enregistré entre 1980-81 et 1985-86 un fort taux de croissance (près de 8% en termes réels par an) grâce essentiellement au développement du secteur pétrolier. Des taux de croissance réels annuels élevés des investissements (7%), des exportations (16%) et de la consommation (3,3%) expliquent cette performance. Toutefois, à partir de 1986-87, l'économie connaît une forte contraction avec des taux de croissance négatifs (Cameroun, 1989 : 1).

La crise qui s'est installée au Cameroun depuis 1985-86 est due principalement à la chute des prix internationaux des principaux produits d'exportation (pétrole, café et cacao) de 45% au cours des trois dernières années budgétaires, combinée avec une dépréciation d'environ 40% du dollar par rapport au FCFA, monnaie dans laquelle sont libellés les prix des principaux produits d'exportation. Sur le plan interne, on relève les mauvaises performances des entreprises publiques et para-publiques dont la gestion déficitaire oblige l'Etat à consentir les concours financiers importants sur les ressources publiques (Cameroun 1989 : 1). De même, les insuffisances et les limites de certaines politiques (comme la tentative d'industrialisation par substitution des importations) jusqu'alors menées tendent à amplifier les effets pervers de tous ces facteurs sur l'ensemble de l'économie nationale.

Depuis le début de la crise économique, le Cameroun a subi de nombreux bouleversements. Sur le plan politique, le système du parti unique a cédé sa place au multipartisme. Sur le plan économique la libéralisation a été amorcée par les autorités politiques à partir de 1989 dans le cadre du Plan d'Ajustement Structurel (PAS) et s'est poursuivie jusqu'à la dévaluation de 50% du Franc CFA le 12 janvier 1994. Ces mesures drastiques ont eu des conséquences sur tous les aspects de la société camerounaise.

En ce qui nous concerne, il s'agit de comprendre les effets de cette crise sur les migrations, les systèmes de cultures et la division sexuelle du travail, et par ricochet leur impact sur le couvert forestier. Les résultats obtenus pourraient contribuer à l'amélioration de la gestion des forêts et du niveau de vie des populations.

### **1.3. Cadre conceptuel d'analyse**

Le taux d'accroissement de la population du Cameroun est passé de moins de 2% en 1950 à 2,9% par an entre 1976 et 1987, ce qui signifie un doublement de cette population en moins de 24 ans (MINPAT/Commission Nationale de la Population 1993 : 5-6). La zone de forêts humides, par ses conditions naturelles exceptionnelles, est économiquement la plus développée du pays et attire une population plus grande. C'est dire que sa croissance démographique est plus importante encore. Sa croissance économique, sinon son développement en général, repose avant tout sur l'exploitation des ressources naturelles notamment la terre, l'eau et la forêt. Cette dernière fait l'objet d'une grande exploitation depuis quelques décennies déjà par les populations désireuses de subvenir à leurs besoins primaires (économie de subsistance) et de s'intégrer à une économie moderne à travers la pratique d'une agriculture de rente. Mais celle-ci est faite de manière artisanale : petites exploitations familiales de deux hectares environ, matériel rudimentaire, méthodes culturelles traditionnelles extensives.

Si rien n'est fait dans les meilleurs délais, le déboisement pourrait conduire à une détérioration extrême et irréversible des forêts humides et par conséquent à un appauvrissement plus important des populations qui seraient dépourvues d'une de leurs principales ressources. Et les populations locales, selon la plupart des études, qui sont les principales victimes, sont également les principales responsables par leur démographie galopante et leurs fortes densités (Amelung & Diehl 1992 : 118 ; Hoogeveen & van Soest 1993 : 15,18,22 ; Thiel & Wiebelt 1994 : 163).

En ce qui nous concerne, la population est un facteur parmi tant d'autres dans la déforestation (par exemple, les changements aux niveaux macro-économiques et politiques ; les effets indirects du secteur pétrolier ; l'exploitation forestière par les compagnies ; la construction des routes et des infrastructures en général ; les subventions dans le secteur agricole ; etc.). Tous ces facteurs sont connus mais connaître leurs poids respectifs et leurs interactions dans le changement de la couverture forestière constitue un problème complexe et difficile à résoudre (Pokam, 1997). Cette étude du CIFOR ne tient pas pour seuls responsables de la déforestation les migrants, encore moins la population.



## 2. Méthodologie

### 2.1. Hypothèses

Pour avoir une réponse à nos préoccupations, les hypothèses suivantes ont été testées :

- (1). La crise économique a ralenti l'exode rural, a augmenté la population des villages, avec des conséquences drastiques sur le couvert forestier. Cependant, cette crise n'a pas provoqué une migration de retour nette.
- (2). Des années antérieures à la crise à 1997, le cacao et le café ont stagné spécialement au niveau de l'accroissement des superficies. Les planteurs (et agriculteurs) ont comblé cette lacune en accroissant la production des cultures vivrières, particulièrement du plantain qui est habituellement cultivé dans les forêts primaires.
- (3). L'effondrement des prix des cultures de rente a poussé les hommes à s'intéresser de plus en plus aux cultures vivrières afin d'accroître les revenus du ménage. Ce faisant, la division sexuelle du travail si forte par le passé, a connu un changement.

### 2.2. Zone d'enquête

L'aire géographique de l'étude correspond *grosso modo* aux provinces du Centre (68.953 km<sup>2</sup>) et du Sud (47.191 km<sup>2</sup>) soit au total 116.144 km<sup>2</sup> représentant près du quart du territoire national (INC 1996). Mais l'enquête a été effectivement réalisée dans 38 villages dont deux sont devenus des quartiers périphériques de Yaoundé. Les enquêtes auprès des ménages ont duré au total cinq mois, d'août à décembre 1997. Ensuite, une enquête supplémentaire a été menée en juillet 1998.

La zone d'enquête, du fait même de sa cohésion géographique, a fait l'objet de nombreuses études parmi lesquelles celle de Franqueville (1987) qui a le plus retenu notre attention et qui sert de base à notre propre étude. Les enquêtes de Franqueville (1987) de 1974-75, portant sur l'émigration rurale, constituent une référence permettant une vision longitudinale sur le phénomène migratoire à une échelle fine dans la zone de forêt humide camerounaise.

En se focalisant exactement sur les mêmes villages choisis par Franqueville, le CIFOR a cependant étendu son champ d'étude pour s'adapter à ses propres préoccupations. Autrement dit, outre la connaissance de l'émigration rurale, de la migration de retour au village, et de l'évolution démographique en milieu rural,<sup>1</sup> le CIFOR a étudié les effets de la crise économique sur les migrations, en rapport avec les systèmes de cultures et leur incidence sur le couvert forestier.

La zone d'étude s'étend sur un rayon de 250 km environ autour de Yaoundé. Elle comporte les provinces du Centre et du Sud<sup>2</sup> ainsi que les provinces du Littoral (les villages

Nyouya et Logbabem) et de l'Est (le village Akok-Maka). Elle est habitée par le grand groupe Béti-Boulou-Fang et Ntoumou, plus les Mbamois, une partie des Bassa et Pygmées, et bien d'autres petits groupes. Elle a un effectif de 2.025.398 âmes, dont 1.043.894 en zone rurale (51,54% de ruraux) soit une densité moyenne de 17,4 hab./km<sup>2</sup> (Démo 87). C'est donc une zone de faible densité de population. En 1997, la population intersensitaire, estimée à 2.600.000 âmes et répartie sur les 116.144 km<sup>2</sup> (densité moyenne de 22,4 hab./km<sup>2</sup>), représente environ 43% de la population totale vivant sur la moitié de la superficie de toute la zone de forêt humide camerounaise.

Elle forme une certaine unité autour de la culture de cacao, culture de rente par excellence. Et de fait, la zone d'étude peut être appelée "zone cacaoyère", bien qu'on y rencontre aussi le palmier à huile en pays bassa et le café robusta qui ont un rôle secondaire. Dans cette région centrale du plateau Sud-camerounais, le cacao, plus que partout ailleurs, joue à la fois un rôle économique, social et culturel (Figure 1).

### 2.3. Choix des villages étudiés

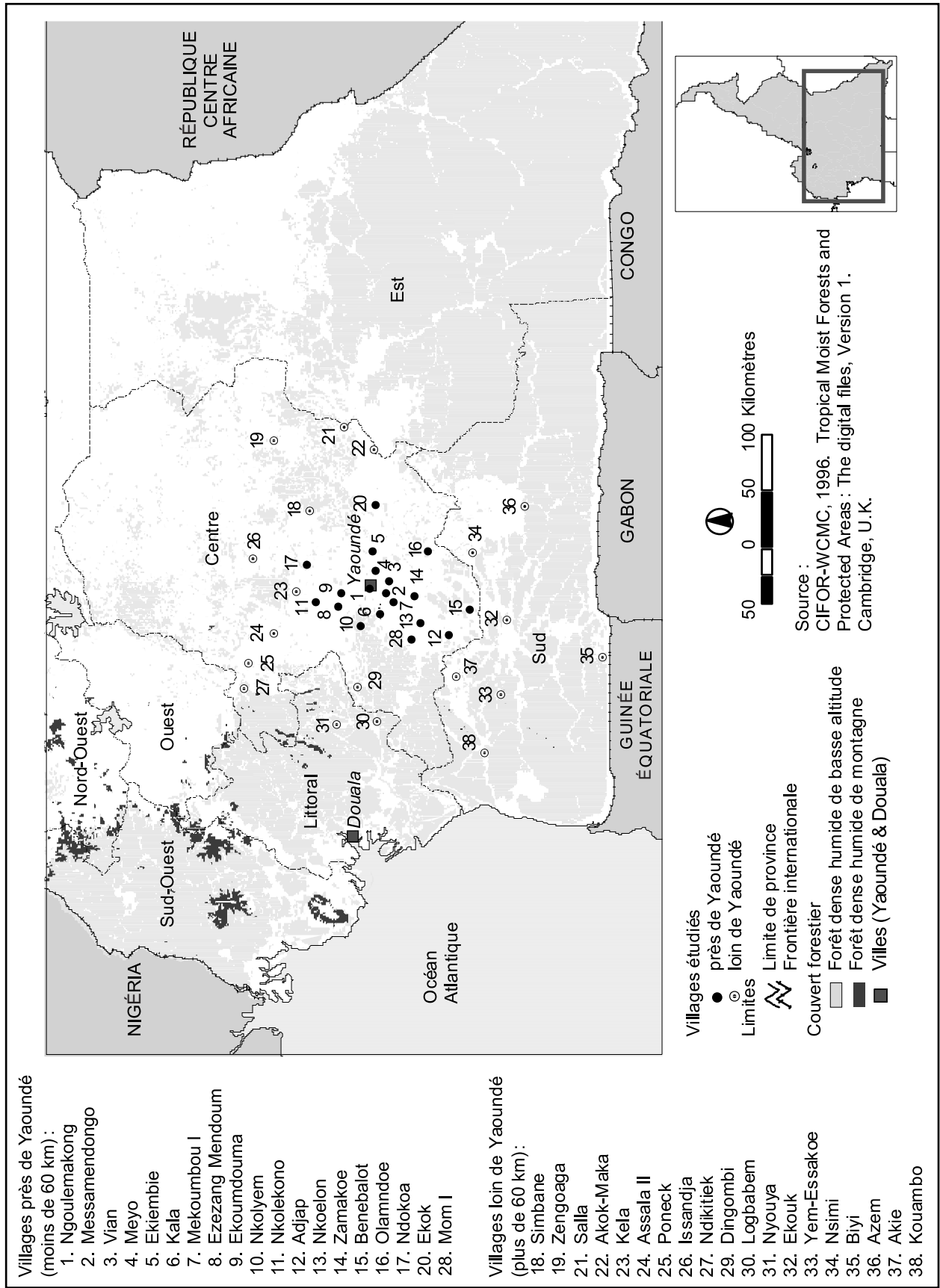
Le choix des villages étudiés, d'après Franqueville (1987 : 52), reposait sur des paramètres auxquels se révélait sensible le mouvement d'émigration rurale. Le premier paramètre, « distance du village à Yaoundé », a été défini de la manière suivante. La région a été découpée en plusieurs polygones emboîtés ayant Yaoundé pour centre de gravité et s'étendant jusqu'à 10, 25, 50, 100, 200 et 250 km. Le recensement alors disponible montrait que 60% des immigrés proviennent de villages situés dans cette aire de 250 km de rayon, ce qui déborde quelque peu la seule province du Centre-Sud (laquelle envoie 56% des immigrés). Mais le cas de la Lékié avait montré que la simple distance kilométrique n'était pas nécessairement significative par elle-même et qu'il valait mieux recourir à une notion de distance pondérée tenant compte de la situation du village par rapport aux voies de communications.

Les trois autres paramètres sont : (1) l'accessibilité de la majorité des villages en fonction de l'existence ou non d'une route carrossable et fréquentée à proximité ; (2) la densité de population, plus exactement deux tranches de densité de part et d'autre des 30 hab./km<sup>2</sup> qui correspondait à un fort peuplement pour le cas du sud du Cameroun ; et enfin, (3) la présence dans l'échantillon des villages dont la population appartient aux principales ethnies représentées dans la zone, notamment les Eton, Ewondo et Bané. La méthode d'échantillonnage retenue était celle des quotas et du choix raisonné. Au total, 38 villages avaient été choisis, l'unité statistique étant le ménage.

<sup>1</sup> C'était une préoccupation majeure à l'époque de Franqueville (1987) compte tenu du rôle de l'exode rural dans le dépeuplement des campagnes et l'urbanisation galopante.

<sup>2</sup> Ces provinces formaient encore à l'époque de Franqueville la province du Centre-Sud jusqu'à son éclatement en 1983.

Figure 1. Carte des 38 villages étudiés dans les provinces du centre et du sud de la zone forestière humide du Cameroun.



## 2.4. Procédures et méthodes

L'étude s'est déroulée en plusieurs phases. La phase préparatoire a consisté en une descente sur le terrain pour la reconnaissance des 38 villages alors étudiés par Franqueville, en la confection des questionnaires et en une pré-enquête dans quelques villages-types aux environs de Yaoundé, de Mfou et d'Okola.

Avec une équipe de huit enquêteurs originaires des grands groupes ethniques des 38 villages, l'enquête même a nécessité trois mois de terrain (août, septembre et octobre 1997). Dans chaque village, l'enquête a été exhaustive. Tous les ménages ont été recensés et enquêtés sous forme d'interview directe à l'aide des fiches-questionnaires. Les personnes interviewées étaient le chef du ménage ou son épouse et parfois les deux à la fois. La fiche-questionnaire comportait quatre rubriques essentielles.

La première partie du questionnaire porte sur la démographie, principalement les informations sur la famille et le ménage. Elle suit exactement la méthode de Franqueville (Franqueville 1987 : 47). Sont alors recensés toutes les personnes qui résident présentement et habituellement dans le ménage et aussi tous les fils et filles et les vrais frères et soeurs du chef du ménage qui sont nés dans le village enquêté, n'habitent pas le village pendant la période de l'enquête, et sont vivants.

Le ménage est ici défini comme étant l'ensemble des personnes vivant dans une unité d'habitation (généralement constituée d'une villa avec ou sans dépendances dans les cas d'habitations modernes ; d'une case sans cuisine, d'une case principale avec une ou plusieurs cuisines) sous la responsabilité d'un chef de ménage. Le chef de ménage pourrait être : soit de sexe masculin vivant seul, avec son ou ses épouses et leurs enfants, ainsi que les collatéraux et autres vivant habituellement sous le même toit ; soit de sexe féminin vivant seul, avec sa ou ses coépouses et leurs enfants, ainsi que les collatéraux, amis et autres vivant habituellement sous le même toit.

Toutefois, afin de retrouver les émigrés, le ménage a été élargi aux fils et filles et vrais frères et soeurs du chef de ménage qui sont absents (c'est-à-dire qui sont nés dans le village enquêté, n'habitent pas le village pendant la période de l'enquête, et sont vivants). Grâce à cette méthode, il a été possible de distinguer la famille biologique (nucléaire ou restreinte) de la famille élargie (ou famille africaine comportant les collatéraux), ainsi que du ménage. Il a aussi été possible de mesurer l'émigration sur deux générations à savoir celle des frères et soeurs du chef de ménage d'une part, d'autre part celle des fils et filles du chef de ménage.

Cette première partie a permis de mesurer l'émigration sous plusieurs angles, notamment les « absents », c'est-à-dire

les personnes ayant quitté leur domicile pour une période de plus de 30 jours successifs, ainsi que les « émigrants » c'est-à-dire les personnes ayant déjà vécu hors du village pour une durée supérieure à 30 jours (migration à court terme ou migration temporaire) d'une part, d'autre part pour une durée égale ou supérieure à six mois (migration à long terme ou migration permanente). C'est ce critère de migration à long terme qui a été déterminant dans notre enquête pour connaître les destinations des émigrés et des émigrants, les lieux de résidence actuelle des émigrés, les migrants de retour au village.<sup>3</sup>

La deuxième partie du questionnaire porte sur l'historique de la migration dans la famille à cinq dates bien précises et significatives : (1) lieux de résidence en 1977 (avant le boom pétrolier) ; (2) en 1982 (au milieu du boom pétrolier) ; (3) en 1987 (après le boom pétrolier et au début de la crise) ; (4) en 1992 (pendant la crise et avant la dévaluation) ; et (5) en 1997 (après la dévaluation et à la période de l'enquête de terrain). Sont recensées ici uniquement les personnes nées dans le village étudié et ayant déjà effectué au moins une émigration pendant une durée égale ou supérieure à six mois. Ce critère de durée marque une différence entre la méthode du CIFOR et celle de Franqueville, qui avait retenu une durée d'un mois seulement. En adoptant le critère officiel appliqué par les services de recensements administratifs, le CIFOR peut dans une certaine mesure faire des rapprochements de ses résultats avec ceux des services officiels. Cependant, le CIFOR ne s'est pas totalement éloigné de Franqueville. En mesurant les absences de courte durée égales ou supérieures à un mois, mais dans la première partie uniquement, il peut aussi comparer ses résultats à ceux de Franqueville.

La troisième partie du questionnaire porte sur le changement dans l'utilisation des terres à travers le temps pour ce qui concerne les superficies allouées au cacao, café, plantain et autres cultures vivrières par le ménage. Elle permet d'avoir une comparaison entre 1985 et 1993 (pour comprendre les effets immédiats du début de la crise économique) et entre 1993 et 1997 (pour comprendre les effets de la dévaluation). Il s'agit de connaître les tendances de l'évolution des superficies allouées à ces différentes cultures et le degré d'implication des ménages dans ces cultures à travers deux périodes décisives.

Enfin, dans la quatrième partie du questionnaire, il s'agit de connaître pour le ménage le nombre et les superficies de champs de forêts agrandis ou créés en 1996 de janvier à décembre. L'année civile 1997 ne peut pas être

<sup>3</sup> Il est important de ne pas confondre les « absents » et les « migrants à court terme ». Dans les deux cas la durée est la même, à savoir un mois. La différence se situe au niveau de la date ou de la période. Les absents sont ceux qui ont émigré au moment de l'interview alors que les migrants à court terme ont déjà émigré au moins une fois au cours de leur vie. Ainsi, les migrants à court terme comprennent également les absents.

concernée, l'enquête se déroulant encore pendant la grande saison des pluies d'août, septembre et octobre. Il s'agit aussi de connaître la part de ces agrandissements et créations de champs de forêts faite dans la forêt secondaire et dans la forêt vierge, avec ou sans tronçonneuse. Ceci permet de connaître les préférences de défrichements forestiers des ménages, l'importance de l'utilisation d'un matériel moderne, en l'occurrence la tronçonneuse dans le défrichement de la forêt, et enfin les superficies des forêts défrichées. Bref, ce sont des mesures de l'impact des défrichements culturels sur les différents types de forêts, notamment la forêt dense et la forêt secondaire.

En plus de l'enquête quantitative effectuée au sein de chaque ménage, une enquête qualitative a été menée au niveau de chaque village. Cette enquête qualitative comprend le suivi et les observations sur le terrain, et surtout une séance de discussion de groupe organisée chez le chef du village, à partir du protocole préalablement conçu par le CIFOR. Chaque séance de discussion de groupe réunit une dizaine à une quinzaine de personnes issues des différentes couches sociales, politiques et économiques : chefs traditionnels, religieux, hommes politiques, opérateurs économiques, paysans, agriculteurs, planteurs, sédentaires, migrants ; tous des deux sexes et des différents grands groupes d'âges. Cette approche anthropologique, visant à l'étude des savoirs locaux sur leur perception et leur conception des problèmes de migrations et de changement dans l'utilisation des terres (agriculture, forêt), a fourni des explications sur les phénomènes observés.

Au vu des premiers résultats, une enquête supplémentaire menée en juillet 1998 dans les 38 villages a permis d'approfondir certains thèmes au niveau de chaque village (et non plus de chaque ménage comme lors de l'enquête principale). Ces thèmes portaient sur : les superficies des exploitations forestières ; l'accessibilité du village et sa situation par rapport aux routes bitumées ; la présence du marché et en cas d'absence la distance qui le sépare du village ; l'intensification agricole (période des jachères, emploi des intrants agricoles, notamment les engrais chimiques et les composts, les produits phytosanitaires tels les herbicides, les pesticides et les fongicides) ; les principales cultures commercialisées ; et les superficies consacrées au plantain et aux autres cultures vivrières entre 1993 et 1997.

## **2.5. Limites de l'enquête**

Il convient de décrire plusieurs problèmes méthodologiques que nous avons rencontrés dans l'exécution de l'enquête. Ces problèmes portent sur : la mesure de l'âge ; la durée de l'enquête par rapport aux changements saisonniers de la migration ; les refus de certains ménages de participer à l'enquête ; la différence de définition de la « migration » dans l'enquête de

Franqueville (1987) et la nôtre ; la différence de certains indicateurs démographiques dans l'enquête de Franqueville (1987) et la nôtre ; enfin, la mesure de la superficie des agrandissements et des créations des champs de forêts.

Il est nécessaire de noter que dans nos campagnes, les âges sont bien aléatoires. Plusieurs chefs de ménage ne connaissent pas leurs vrais âges, à cause de l'absence de registres d'état civil dans certaines localités à des époques reculées, ou tout simplement de leur méconnaissance par des parents alors analphabètes. D'autres encore ont déjà oublié les âges précis de leurs enfants et frères et soeurs. Tout cela explique la présence de nombreux individus à âges indéterminés.

La longue durée de l'enquête peut porter préjudice à l'appréciation de la migration de courte durée. L'enquête s'étant déroulée pour moitié pendant les grandes vacances scolaires, de nombreux vacanciers sont dans cette catégorie. De plus, la collecte des données des lieux de résidence à des dates précises en 1977, 1982, 1987, 1992 et 1997 ne permet pas de suivre le cheminement des migrants sur toutes les années.

Quelques refus ont été observés, surtout lorsque ces chefs de ménages ne trouvaient pas leur compte dans un projet de recherche alors qu'ils auraient souhaité avoir affaire à un vrai "projet". En effet, ce terme dans l'imagerie populaire désigne une activité de développement à retombées immédiates aux niveaux financier, matériel et de l'emploi. Cette lacune a été comblée par l'inventaire des ménages ayant refusé, au nombre de 9, dont 7 à Mom1, 1 à Messamendongo et 1 à Ngoulemakong.

L'application du critère de séjour de 30 jours consécutifs pour déterminer les membres du ménage s'est inscrite dans la logique de comparaison de nos résultats à ceux de Franqueville. Ce faisant, nous nous sommes écartés de la durée de séjour de six mois adoptée par les services de recensements administratifs selon laquelle : "Une personne est résidente si elle vit depuis au moins six mois (ou si elle a l'intention de vivre pendant au moins six mois) au sein du ménage. Elle est classée comme résidente « présente » ou « absente » selon qu'elle a passé ou non la nuit précédant l'interview au sein du ménage." (MINPAT/RGPH 1976 : 8). D'autre part, les migrations se définissent, au sens du recensement de 1987, par le changement de lieu de résidence des individus résidant à l'intérieur du territoire national, d'un arrondissement à un autre (migrations internes) ou bien le changement de lieu de résidence du Cameroun vers l'extérieur ou de l'extérieur vers le Cameroun (migrations internationales). Or l'unité spatiale du changement de lieu de résidence des individus étant le village pour le CIFOR, l'appréciation des migrations internes doit en tenir compte.

Franqueville a recensé exclusivement les personnes nées dans les villages étudiés, laissant de côté toutes les autres personnes résidant dans ces villages car il jugeait leur nombre insuffisant. Ceci n'altère en rien la qualité de son enquête réalisée dans les normes de la problématique de son étude. En se référant aux travaux de Franqueville (1987), le CIFOR a eu une excellente base de comparaison permettant d'avoir une profondeur historique de la migration en zone rurale. Mais Franqueville n'ayant pas recensé les habitants nés ailleurs, il n'a pas pu avoir la population totale de chaque village, ce qui ne permet pas au CIFOR de mesurer l'évolution de la population totale des villages à partir de 1974-75.

Pour ce qui est des champs de forêt, les superficies recueillies ont été celles fournies par les chefs de ménage qui ne maîtrisent pas toujours les mesures de leurs champs, ce qui laisse supposer des biais. De plus, les superficies des agrandissements ou des créations des champs de forêt étaient inconnues dans à peu près un ménage sur cinq.

### 3. Résultats

#### 3.1. Crise et changements démographiques

Les résultats de la composante démographique sont présentés en trois parties : l'évolution de la population résidente ; les migrations à long terme ; et les migrations de retour. La dernière partie de cette section explique les causes des changements de tendances migratoires pendant la période de la crise.

##### 3.1.1. Évolution de la population totale

La population des 38 villages, qui était de 15.616 habitants en 1976, est passée à 16.910 en 1987 (Démo 87) puis à 24.610 en 1997 (Tableau 1). Les taux de changement sont de 8,2% pendant la période 1976-1987, et 45,5% pendant la période 1987-97, d'où des taux de croissance annuels moyens (TCAM) respectifs de 0,72% et 4,10%. On constate donc qu'entre 1976 et 1997, la croissance démographique est faible entre 1976-87 (boom pétrolier) et forte entre 1987-97 (crise économique). En d'autres

**Tableau 1.** Changement total de la population dans les 38 villages étudiés (vivant dans le ménage au moment de l'entretien), 1961-97.

Code	Nom	ORSTOM 1961-67	RGPH 1976	RGPH 1987	Changement 76>87	CIFOR 1997	Changement 87> 97
01.	Ngoulemakong	(1966) 820	959	2 024	111,0	6 170	204,8
02.	Messamendongo	(1965) 250	163	447	174,2	843	88,6
03.	Vian	(1965) 350	379	296	-21,8	491	65,9
04.	Meyo	(1965) 399	388	340	-12,3	418	22,9
05.	Ekiemié 1	(1965) 427	374	479	28,0	537	12,1
06.	Kala	(1966) 285	270	226	-16,2	342	51,3
07.	Mekoumbou 1	(1966) 305	219	131	-40,1	241	84,0
08.	Ezevang-Mendoum	(1967) 105	142	155	9,1	290	87,1
09.	Ekoumdouma	(1967) 502	586	886	51,1	1 210	36,6
10.	Nkolyem	(1967) 168	188	168	-10,6	213	26,8
11.	Nkolekono	(1966) 592	562	530	-5,6	470	-11,3
12.	Adjap	(1963) 685	504	426	-15,4	449	5,4
13.	Nkoélon	(1966) 206	287	157	-45,2	125	-20,4
14.	Zamakoé	(1965) 747	699	815	16,5	803	-1,5
15.	Benebalot	(1965) 571	775	463	-40,2	677	46,2
16.	Olamndoé	(1965) 314	263	270	2,6	397	47,0
17.	Ndokoia	(1967) 87	53	20	-62,2	97	385,0
18.	Simban	(1967) 365	508	596	17,3	617	3,5
19.	Zengoaga	(1967) 128	192	249	29,6	283	13,7
20.	Ekok	(1961) 279	339	335	-1,1	330	-1,5
21.	Salla	(1961) 753	758	1 084	43,0	1 171	8,0
22.	Akok-Maka	(1967) 431	450	476	5,7	564	18,5
23.	Kella	(1966) 424	549	806	46,8	884	9,7
24.	Assala 2	(1967) 879	1 018	1 047	2,8	1 096	4,7
25.	Boneck	(1967) 143	137	261	90,5	377	44,4
26.	Issandja	(1967) 209	503	383	-23,8	719	87,7
27.	Ndikitiék	(1967) 263	82	79	-3,6	109	38,0
28.	Mom 1	(1967) 513	599	717	19,6	954	33,1
29.	Dingombi	(1967) 330	424	380	-10,3	360	-5,3
30.	Logbabem	(1967) 380	558	192	-65,5	373	94,3
31.	Nyouya	(1967) 351	345	247	-28,4	266	7,7
32.	Ekouk	(1967) 249	353	274	-22,3	448	63,5
33.	Yem-Essakoé	(1967) 125	58	98	68,9	148	51,0
34.	Nsimi	(1962) 419	413	473	14,5	623	31,7
35.	Biyi	(1967) 298	324	351	8,3	448	27,6
36.	Azem	(1962) 397	435	400	-8,0	418	4,5
37.	Akié	(1967) 503	462	388	-16,0	357	-8,0
38.	Kouambo	(1966) 344	298	241	-19,1	292	21,2
TOTAL			15 616	16 910	8,2	24 610	45,5

Nkolekono (no 11) et Ndokoia (no 17) ont une population estimée en 1976.

termes, le boom pétrolier a été défavorable à la population rurale (exode rural massif) alors que la crise lui a été favorable (augmentation significative de la migration de retour au village et de l'immigration).

Toutefois, ces affirmations doivent être nuancées du fait de la présence dans l'échantillon de Ngoulemakong et de Messamendongo qui, de villages en 1974-75 au moment de l'étude de Franqueville, sont très rapidement devenus des quartiers urbains de la grande ville de Yaoundé dont ils ont bénéficié de la forte croissance spatiale et démographique. De 959 habitants en 1976, Ngoulemakong est passé à 2.024 habitants en 1987 et à 6.170 habitants en 1997, soit des TCAM de 6,49% et 10,12% respectivement entre 1976-87 et 1987-97. Bien qu'ayant connu une croissance très proche de celle de Ngoulemakong, Messamendongo (8,46% et 6,13% respectivement entre 1976-87 et 1987-97) est handicapé par la faiblesse numérique de sa population en 1976 qui est de 163 habitants seulement. Ces taux de croissance semblables à ceux de Yaoundé démontrent une fois de plus le rôle d'entraînement de cette métropole.

Ces remarques faites, nous pouvons reconsidérer la croissance de la population de notre échantillon en éliminant Ngoulemakong et Messamendongo. On se rend alors compte que la croissance de la population des villages demeurés ruraux est négative entre 1976-87 et assez forte entre 1987-97 avec des taux respectifs de -0,035% et 1,97%. Bref, pendant le boom pétrolier l'exode rural a été tel que la population rurale est allée décroissante, alors qu'elle est redevenue croissante pendant la crise. En somme, la crise multidimensionnelle se traduit aussi par des changements démographiques significatifs : le redéploiement de la population en faveur de la campagne.

La population née dans les villages étudiés est de 20.817 personnes en 1974-75 et 19.685 en 1997 soit un taux de changement négatif de -5,5% ou un TCAM de -0,25 %. Sans être un indicateur pertinent, cette donnée est révélatrice de l'ampleur de l'émigration rurale et plus précisément de l'exode rural.

Le taux d'absence général en 1974-75 est de 29,4% contre 32,9% en 1997. Il existe une grande variabilité du taux d'absence parmi les villages. Cette variabilité est expliquée dans l'annexe 2. Alors que l'émigration rurale est en hausse, l'émigration masculine est en baisse. En revanche, l'émigration féminine connaît une véritable explosion : 32,2% de femmes et 41,0%

de femmes adultes (15 ans et plus) sont absentes en 1974-75 contre respectivement 38,4% et 60,9% en 1997. Le taux d'absence des hommes est de 25,8% et celui des hommes adultes (20 ans et plus) de 36,3% en 1974-75 et respectivement de 23,7% et 34,1% en 1997. Les différences des tendances migratoires entre les hommes et les femmes sont expliquées dans l'annexe 3.

La migration à court terme concerne toutes les personnes nées dans les villages étudiés et ayant déjà vécu au moins une fois hors de leurs villages plus de 30 jours consécutifs. Les migrants à court terme au nombre de 12.680 personnes représentent 64,3% de l'ensemble des personnes nées au village. Ce taux élevé montre que la migration fait partie intégrante de la vie des peuples sylvestres. Le reste de 35,7% est constitué de ceux que nous pouvons appeler les sédentaires, étant entendu qu'il est quasiment impossible à l'heure actuelle de trouver dans ces villages des personnes (même des nouveau-nés) qui n'ont pas encore effectué le moindre déplacement (ne serait-ce que de quelques jours) hors de leurs villages.

### 3.1.2. Les migrations à long terme (MLT)

La migration à long terme concerne toutes les personnes nées dans les villages étudiés et ayant déjà vécu au moins une fois hors de leurs villages pour une période égale ou supérieure à six mois. Les migrants à long terme au nombre de 9.725 personnes représentent 49,4% de l'ensemble des personnes nées au village. La migration à long terme connaît des changements significatifs à travers le temps et l'espace. De 1977 à 1997, sa croissance est positive, passant de 38,7% à 49,4%. Les taux des destinations urbaines ont crû fortement depuis 1977 jusqu'en 1987, sont restés stationnaires en 1992 (51,5%), avant de chuter en 1997 (46,8%). En revanche, les taux des destinations rurales ont baissé fortement de 1977 à 1987 (de 57,7% à 46,75) puis très faiblement en 1992 (46,1%) avant de remonter rapidement à 50,1% en 1997 (Tableau 2).

En d'autres termes, les destinations rurales et urbaines ont des évolutions exactement contraires découpées en trois phases :

- de 1977 à 1987 : du boom pétrolier jusqu'au début de la crise, phase traditionnelle ou ancienne marquée par l'augmentation des destinations urbaines et la baisse des destinations rurales ;

**Tableau 2.** Lieux de résidence des émigrés en 1977, 1982, 1987, 1992, 1997.

Lieux	1977		1982		1987		1992		1997	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Yaoundé	1 332	17,5	1 621	19,1	2 078	22,9	2 255	23,7	2 161	22,2
Douala	450	5,9	605	7,1	645	7,1	641	6,7	568	5,8
Autres villes	1 327	17,4	1 699	20	1 954	21,5	2 014	21,2	1 826	18,8
Destination urbaine	3 109	40,8	3 925	46,2	4 677	51,5	4 910	51,5	4 555	46,8
Destination rurale	4 393	57,7	4 446	52,4	4 241	46,7	4 385	46,1	4 874	50,1
Cameroun occidental	18	0,2	27	0,3	36	0,4	39	0,4	36	0,4
Étranger	91	1,2	94	1,1	135	1,5	182	1,9	260	2,7
TOTAL	7 611	100	8 492	100	9 089	100	9 516	100	9 725	100

- de 1987 à 1992 : du début de la crise au milieu de la crise, phase transitoire caractérisée par la fin de l'augmentation des destinations urbaines et la baisse des destinations rurales ;
- de 1992 à 1997 : du milieu de la crise à 1997, phase nouvelle marquée par les changements de tendances, notamment la baisse des destinations urbaines et l'augmentation des destinations rurales.

Les destinations urbaines présentent des disparités importantes dénotant des préférences urbaines bien marquées. Yaoundé, la capitale politique du Cameroun, est la destination prioritaire des ruraux des provinces du Centre et du Sud. Sa part sur l'ensemble des MLT est allée croissante de 1977 (17,5%) à 1992 (23,7%) avant de baisser en 1997 (22,2%). Douala, la capitale économique du pays, se place loin derrière Yaoundé mais affiche la même tendance, de même que les autres villes du pays qui accusent cependant une chute plus importante en 1997. Ceci pourrait signifier que les villes secondaires, qui ont beaucoup plus d'activités rurales, en même temps qu'elles constituent souvent l'étape intermédiaire dans l'émigration rurale, sont plus enclines à perdre leurs immigrants venus des villages plus ou moins proches.

L'émigration externe, c'est-à-dire l'émigration internationale, bien qu'ayant des effectifs très faibles (par exemple : 91 émigrants en 1977 et 260 en 1997) présente une allure assez différente des émigrations internes. En effet, sa croissance faible entre 1977 et 1982 s'est accélérée entre 1982 et 1987 et au-delà, explosant en 1997 au moment où les migrations internes sont en baisse. La crise paraît donc favorable à l'émigration externe qui est cependant d'une importance très limitée.

On remarque des différences dans les migrations à long terme en fonction des foyers d'émission. Ngoulemakong a un taux bas de 24,2%, probablement du fait d'une forte urbanisation récente avec des "nés sur place" encore très

jeunes et très nombreux qui n'ont pas la décision de la migration. Suivent les villages qui ont des taux inférieurs à la moyenne générale, parmi lesquels se retrouvent les villages de forte immigration. Enfin, il y a les villages qui ont des taux supérieurs à la moyenne générale, parmi lesquels se retrouvent tous les villages bassa et ceux de la province du Sud (à l'exception de Nsimi).

### 3.1.3. Une migration de retour en hausse constante

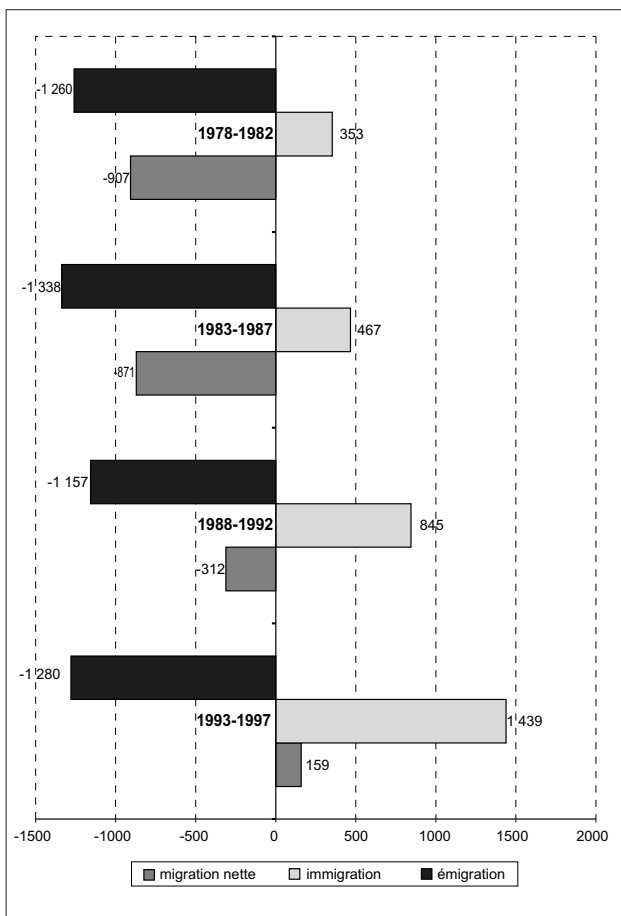
De toutes les personnes qui quittent le village où elles sont nées, un certain nombre reprennent le chemin inverse au bout de quelque temps : ce sont les migrants de retour au village (ou émigrés revenus). Nous avons pu mesurer ce phénomène à travers les migrants à long terme à des dates significatives : 1977, 1982, 1987, 1992 et 1997.

Dans l'ensemble les émigrés revenus sont au nombre de 4.040 soit 41% du total des émigrés nés dans les villages, les hommes étant majoritaires à 67,6% contre 52,4% en 1974-75 (Franqueville 1987 : 243). Par rapport à 1982, le nombre de migrants de retour en 1987 a augmenté assez moyennement avant d'exploser littéralement en 1992 et 1997. De 1977 à 1992, alors que le nombre d'émigrants est passé de 1.260 à 1.280, celui des émigrés revenus est passé de 353 à 1.439, soit quatre fois plus (Figure 2). L'explosion en question s'est produite en 1992 en plein milieu de la crise. Ainsi, contrairement à l'hypothèse 1, il y a bien une migration de retour nette.

Le nombre de villages où l'on voit une émigration nette négative est passé de zéro à un, puis à cinq et enfin à 25 respectivement en 1982, 1987, 1992 et 1997. Sur le plan de la distribution spatiale, les villages de la province du Sud semblent plus réfractaires car seuls trois villages sur sept ont une émigration nette négative contre 22 sur 31 pour le reste.

Franqueville (1987 : 243) avait déjà montré (sur la base d'une durée d'émigration d'un mois) que la majorité des

**Figure 2.** Effectif des émigrations, immigrations, et migrations nettes parmi les migrants à long terme nés dans les 38 villages de l'étude.



ruraux retournaient à leurs villages. En nous appuyant sur ce même critère, nous constatons que le phénomène s'est amplifié. La migration de retour est de plus en plus jeune et majoritairement masculine. Cette disproportion n'est pas un fait nouveau et s'explique dans l'annexe 4.

Les émigrés revenus ont des activités variées mais l'agriculture reste l'activité dominante chez les hommes. En général il y a 31% de planteurs, 25% de cultivateurs soit un total de 56% d'agriculteurs. Les sans profession (c'est-à-dire les chômeurs) et les inactifs (c'est-à-dire les personnes non valides), représentent respectivement jusqu'à 7,2% et 3,8% soit 11%.

L'autre fait majeur est celui des diplômés ou des personnes instruites n'ayant aucune activité : 11% et 4,7% respectivement pour celles ayant fréquenté l'école primaire et l'école secondaire ou technique. Ici, plus on est instruit, moins on peut travailler dans un village (normal puisqu'il manque très souvent d'entreprises), encore moins cultiver la terre.

Le poids statistique des émigrés revenus qui n'exercent aucune activité est énorme : 21% de tous les émigrés

revenus, mais il l'est encore plus socialement et psychologiquement. Tout cela traduit l'échec, non pas de quelques individus, mais de toute la communauté, pratiquement chaque famille ayant un ou plusieurs chômeurs quelque part. Il traduit également l'échec d'un système éducatif inadapté, toujours décrié et jamais changé. Notre étude a déjà montré que tous les émigrés revenus (tous sexes et âges confondus), représentent 46,8% des présents. De même, tous les migrants courte durée présents (tous sexes et âges confondus) représentent 64,3% du total des migrants longue durée, ce qui signifie que le tiers quitte à nouveau leurs villages. Ce phénomène de va-et-vient est synonyme d'une inadaptation certaine. Beaucoup de gens reviennent au village, surtout pour fuir la ville et sont prêts à repartir quand ils rencontrent de nombreux obstacles souvent insurmontables.

### 3.1.4. Les causes des migrations

#### Crise de l'agriculture et exode rural

Ayant accédé à l'indépendance dans un contexte marqué par des troubles (1955-1964), le Cameroun va connaître une longue stagnation économique. C'est à partir de 1965 qu'il amorce sa croissance, mais sur une politique économique démesurément prudente. Le souci d'un développement économique et social équilibré se traduit par une croissance moyenne du PNB de 4% par an de 1965 à 1977. Parallèlement, la croissance démographique frôle les taux annuels de 3%, synonymes d'un doublement de la population en trente ans (MINPAT/Commission Nationale de la Population, 1993: 6). En conséquence, les populations rurales affluent dans les villes où elles bénéficient d'un minimum infrastructurel pourtant créé pour favoriser l'arrière-pays.

L'arrivée du pétrole en 1978 porte la croissance moyenne du PIB à 13% par an entre 1977 et 1981 (Roubaud 1994). L'économie pétrolière entraîne dans son sillage les autres secteurs qui croissent de 10% alors que l'agriculture d'exportation reste à la traîne avec 3% seulement par an. La naissance de l'économie pétrolière crée des déséquilibres si persistants que le pays entre subitement dans la société de consommation dominée par les services, alors que les secteurs productifs sont en net recul. De 1981 à 1985, la croissance moyenne du PIB est de 8% par an mais l'agriculture vivrière enregistre une croissance zéro (Roubaud 1994).

La productivité agricole connaît une croissance annuelle moyenne de 2,1% de 1976 à 1986. En 1987, les ménages d'agriculteurs représentent 59,3% de la population mais leur contribution à la richesse nationale est seulement de 155.000 FCFA par personne contre 527.000 FCFA au reste, soit 3,4 fois plus (MINPAT/CRDI, Migrations, 3ème Partie, 1990 : 9). Autrement dit, la croissance économique s'est faite aux dépens des ruraux dont un



grand nombre n'a trouvé d'autre alternative que dans l'exode rural. Ainsi, le taux annuel de la croissance démographique urbaine au Cameroun est resté très élevé : 10% puis 7% et enfin 5 à 6% respectivement dans les années 1960, 70 et 80.

La marginalisation des cultures vivrières et la socialisation des cultures d'exportation ont maintenu les ruraux dans une pauvreté qu'est venue aggraver la crise dans ses débuts jusqu'à la veille de la dévaluation, les lendemains de cette dévaluation n'entraînant que des réajustements très relatifs. Eu égard à la hausse constante de l'exode rural au cours des trois premières décennies, peut-on affirmer impérativement que la baisse de l'émigration rurale des hommes adultes résulte de la crise ? Ne s'inscrirait-elle pas dans un processus normal que la crise est venue occulter ? A cette dernière question, nous pensons qu'il en est ainsi, cette baisse étant d'ailleurs très faible. En outre, si la crise bien que très violente, était aussi répulsive, on n'en serait peut-être pas à faire face à une émigration rurale féminine démesurée. Celle-ci s'inscrit probablement dans un processus de rattrapage social des femmes vis-à-vis des hommes. A ce niveau, l'émigration rurale et plus précisément l'exode rural ne peut s'expliquer uniquement par des facteurs économiques, mais aussi par des facteurs culturels, psychologiques et sociaux.

#### Motivations de la migration de retour

La migration de retour est d'autant plus aisée que la terre est assez disponible. En effet, cette zone forestière a des densités rurales de population assez faibles. Chaque émigré revenu jeune ou adulte a théoriquement toutes les chances de pouvoir s'offrir un lopin de terre pour cultiver. Ceci est vrai pour la majorité des cas, particulièrement dans la province du Sud où abondent encore les forêts et qui souffre à la fois d'un sous-peuplement chronique et d'un exode massif. Ce n'est pas tout à fait la même chose pour les villages de la province du Centre relativement peuplée et qui connaît même un surpeuplement dans le pays éton. Pour ces populations sylvestres, la présence de la forêt constitue un avantage décisif, une fierté. A l'inverse son absence est un facteur répulsif, un obstacle majeur. Toutefois, la réalité est plus compliquée car il existe toujours un faisceau de facteurs positifs ou négatifs. Les villages les plus forestiers sont malheureusement ceux qui ont les plus graves difficultés de communication (très mauvais état des routes, enclavement, ponts détruits, isolement pendant les saisons des pluies, éloignement des centres de décision) et qui présentent plutôt de grands obstacles au retour.

Les émigrés revenus évoquent bien souvent des motivations d'un autre ordre comme les motivations familiales. Un grand nombre d'hommes rentrent à l'appel de leurs pères vieillissants qui veulent préparer leurs

successeurs à l'immense tâche qui les attend, mais souvent au moment du décès ou après le décès de leurs pères pour la succession. Cette dernière motivation est d'une grande importance dans la société traditionnelle.

La retraite constitue aussi un motif important de retour au village. Mais de plus en plus, la retraite au village n'est pas seulement pour le repos. Certes, les plus âgés y sont contraints. Mais pour ceux qui sont encore valides, la retraite c'est aussi le travail dans la forêt, dans la plantation, dans le champ. Car la vie a changé son cours. La crise qui perdure a compliqué la vie à tout le monde.

Le tissu social est en train de se déchirer chaque jour davantage car les fils qui vivent dans les villes et qui travaillaient se retrouvent aujourd'hui dans la rue ou dans les petits métiers et ne peuvent plus envoyer des aides aux parents restés ou retournés aux villages. Car les fils qui arrivent sur le marché du travail ont fait de la recherche d'emploi et doivent être aidés par les parents, alors que traditionnellement les enfants sont des placements et des investissements pour leurs parents. C'est le monde à l'envers. Que faire ? Travailler. Ce à quoi s'attelle une autre catégorie d'émigrés revenus, notamment les personnes qui ont rencontré des échecs en ville. Par exemple les quatre premières années de la crise se sont soldées par plus de 40.000 pertes d'emplois sous forme de licenciements et compressions massifs, pendant que les recrutements se sont arrêtés. Aussi, de 1983 à 1993, le chômage dans les villes est passé de 7,3% à 24,6% (Banque Mondiale 1995 : 21 et 85). Le retour au village pour beaucoup est synonyme d'échec doublé de fuite devant les difficultés insurmontables de la ville. On comprend alors que la proportion d'émigrés revenus soit devenue très importante chez les jeunes et jeunes adultes au point d'atteindre 61% chez les hommes de 20-24 ans.

Certes, la crise économique qui frappe le pays a conduit à la mise en oeuvre de mesures sévères tendant à réduire les écarts entre la ville et la campagne. Malgré cela, l'exode rural s'est amplifié. Paradoxalement, la population des villages a beaucoup augmenté, grâce à une forte immigration et, contrairement à l'hypothèse, à une migration de retour nette. Cette croissance rapide de la population des villages pendant la crise accroît la pression sur les forêts, car les moyens de subsistance dépendent en grande partie de l'exploitation brute des ressources naturelles.

### 3.2. Recul des cultures de rente et émergence des cultures vivrières

Dans cette partie nous présentons d'abord les résultats sur les changements des activités des agriculteurs entre 1974-75 et 1997, et ensuite les résultats sur les changements des superficies des cultures pendant la même période.

### 3.2.1. Changement des activités

La structure des activités des chefs de famille a subi les changements les plus extraordinaires. Du temps de Franqueville, la totalité des actifs était tournée vers l'agriculture et principalement vers les cultures de rente (cacao et café). 83,7% des chefs de ménage étaient planteurs (Tableau 3). L'agriculture vivrière était secondaire et marginale, ce d'autant plus que les chefs de ménage étaient généralement des hommes qui s'occupaient en priorité des cultures financièrement rentables. Seuls 16,4% avaient une activité secondaire. C'était le paysannat au vrai sens du terme.

En 1997, la structure des activités a beaucoup changé et est plus variée. La proportion des planteurs est descendue de 83,7% à 27,1%, la proportion des cultivateurs a augmenté de 6,5% à 32,8%, et la catégorie « autre » a connu une explosion, passant de 6,6% à 34,2% (Tableau 3). Les chefs de ménage exerçant une seule activité ne

représentent plus que la moitié de l'échantillon. De plus, la proportion des planteurs exclusifs est alors à l'inverse de celle des agriculteurs devenus beaucoup plus nombreux. Les planteurs sont devenus polyvalents, l'activité secondaire leur permettant de pallier aux déconvenues des cultures de rente.

On observe les mêmes tendances chez les garçons de 15 à 19 ans qui sont de plus en plus instruits et qui délaissent les cultures de rente au profit des cultures vivrières : 5,1% en 1974-75 contre 2,0% en 1997. Et un certain nombre d'entre eux sont même sans profession, ce qui n'existait pas en 1974-75. Le chômage des jeunes n'est plus l'exclusivité des villes, il est devenu une réalité dans les campagnes où tout le monde est censé avoir à s'occuper, passant de zéro en 1974-75 à 15,0% en 1997 (Tableau 4).

### 3.2.2. Changement des superficies

L'analyse du changement des superficies allouées à diverses cultures à travers le temps montre des tendances

**Tableau 3.** Activité des chefs de famille dans les villages étudiés, 1974-75 et 1997.

Activité Principale	1974-75 (Franqueville)						1997 (CIFOR)					
	Sans autre activité		Avec autre activité		Total		Sans autre activité		Avec autre activité		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Planteur	1 863	93,4	211	52,0	2 074	83,7	162	7,9	942	53,0	1 104	27,1
Cultivateur	131	6,6	31	7,6	162	6,5	985	47,8	351	19,8	1 336	32,8
Autre			164	40,4	164	6,6	912	44,3	483	27,2	1 395	34,2
Total des actifs	1 994	100,0	406	100,0	2 400	96,8	2 059	100,0	1 776	100,0	3 835	94,0
Inactifs					79	3,2					243	6,0
Total des chefs de famille					2 479	100,0					4 078	100,0

**Tableau 4.** Occupations des garçons de 15 à 19 ans, 1974-75 et 1997.

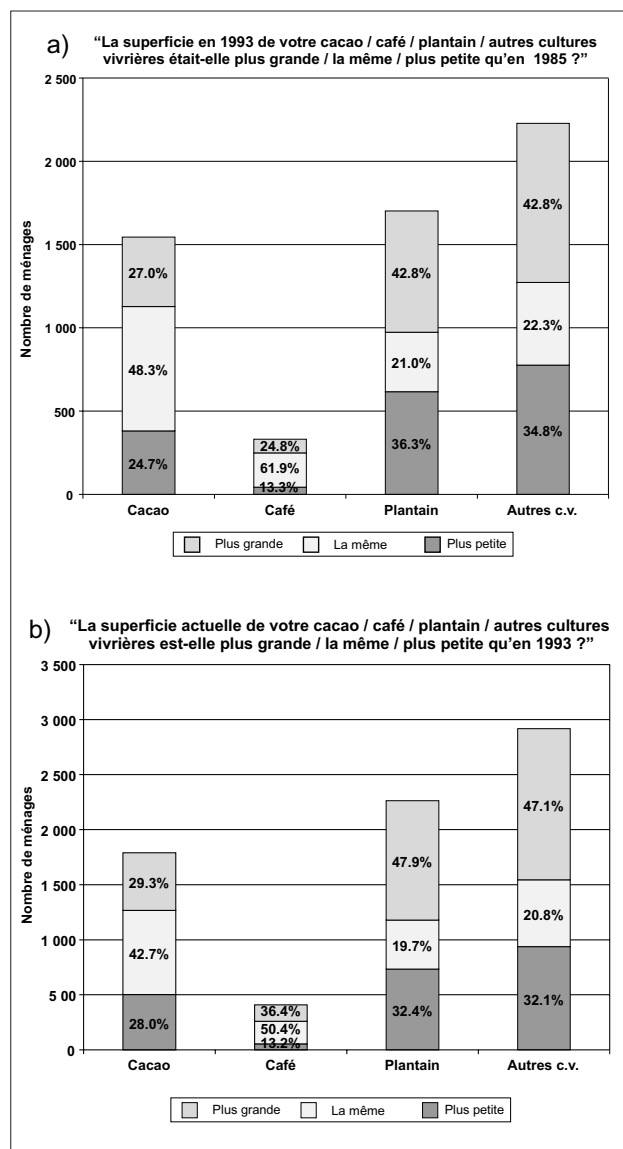
Occupations	1974-75 (Franqueville)						1997 (CIFOR)					
	Présents		Absents		Ensemble		Présents		Absents		Ensemble	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Ecole primaire	101	34,1	12	3,8	113	18,3	159	24,1	15	6,0	174	19,1
Ecole secondaire ou technique	27	9,1	214	66,9	241	39,1	236	35,8	154	61,8	390	42,9
Ensemble	128	43,2	226	70,6	354	57,5	395	59,8	169	67,9	564	62,0
Apprentissage	6	2,0	32	10,0	38	6,2	25	3,8	25	10,0	50	5,5
Planteur	15	5,1	0	0,0	15	2,4	18	2,7	0	0,0	18	2,0
Cultivateur	0	0,0	0	0,0	0	0,0	79	12,0	8	3,2	87	9,6
Aide familiale	147	49,7	0	0,0	147	23,9	35	5,3	0	0,0	35	3,9
Salarié	0	0,0	32	10,0	32	5,2	1	0,2	3	1,2	4	0,4
Sans profession	0	0,0	18	5,6	18	2,9	101	15,3	35	14,1	136	15,0
Indéterminé	0	0,0	12	3,8	12	1,9	6	0,9	9	3,6	15	1,7
TOTAL	296	100,0	320	100,0	616	100,0	660	100,0	249	100,0	909	100,0

similaires, c'est-à-dire une baisse relative des superficies des cultures de rente par rapport aux cultures vivrières. Mais il y a certaines différences importantes. La superficie du cacao, en moyenne, a très peu augmenté depuis 1985 (Figure 3). Par contre, la superficie du café a beaucoup augmenté, surtout pendant la période 1993-1997. Mais puisque la croissance de la superficie du café ne s'est effectuée que sur un dixième des ménages, l'effet sur le couvert forestier ne sera probablement pas significatif.

Comment peut-on expliquer le fait que la proportion de chefs de ménage planteurs baisse brutalement, sans qu'on observe un déclin significatif de la superficie allouée aux cultures de rente ? La réponse est qu'il y a beaucoup de planteurs qui ont limité ou arrêté la culture du cacao et du caféier, mais qui ont maintenu leurs vergers dans l'espoir que dans le futur, les prix du cacao et du café augmenteraient et qu'ils pourraient ranimer leur ancienne source de revenu. C'est la raison pour laquelle les superficies du cacao et du café sont restées stables pour à peu près la moitié des ménages pendant les périodes 1985-93 et 1993-97 (Figure 3). Avec la dévaluation du franc CFA, qui a permis une hausse significative des prix d'achat du cacao et du café aux planteurs, ces derniers ont recommencé à mieux entretenir leurs plantations et même à accroître leurs superficies. Mais ils ont toujours maintenu les cultures vivrières afin d'éviter d'éventuels déboires. Ce phénomène a des implications importantes sur le couvert forestier parce que, forcément, beaucoup de cultivateurs qui ont élargi leurs superficies pour la production des cultures vivrières l'auraient fait en défrichant la forêt plutôt qu'en abattant et en remplaçant leurs plantations de cacaoyers ou de caféiers.

Par rapport à la superficie relativement stable du cacao et du café, les superficies du plantain et des autres cultures vivrières étaient plutôt volatiles. Bien que la superficie du plantain et des autres cultures vivrières ait augmenté dans 40% des ménages produisant ces cultures depuis 1985, la superficie de ces cultures a aussi connu une baisse dans plus de 30% des ménages (Figure 3). Afin de comprendre les raisons de cette volatilité, nous sommes retournés dans chacun des 38 villages pour mener une enquête supplémentaire. Dans les villages les plus proches de Yaoundé, les raisons principales de la baisse de la superficie du plantain sont la croissance de l'infertilité des sols et le manque de forêts pour cultiver le plantain. Avec la baisse de la fertilité des sols, les cultivateurs ont tendance à se tourner vers les autres cultures vivrières. Dans les villages éloignés de Yaoundé, les raisons principales du déclin du plantain sont le "vieillessement" du ménage et le manque de main-d'œuvre résultant de l'émigration.

**Figure 3.** Changement de la superficie de diverses cultures, 1985 comparée à 1993, et 1993 comparée à 1997.



Il en est de même de la baisse des superficies des autres cultures vivrières dans les villages proches et éloignés de Yaoundé. Les autres explications sont : le manque de terres pour certains ménages ; l'infertilité des sols ; les moyens de transport et les routes inadéquats ; la faiblesse de la demande et le manque de marchés ; enfin, la destruction des cultures par les animaux.

Dans l'enquête supplémentaire, nous avons demandé aux répondants de chaque village de nommer la culture qui a le plus contribué au revenu des ménages pendant l'année 1997. Dans 20 des 38 villages, le cacao était la culture la plus importante, ce qui indique la résurgence de cette culture grâce à la dévaluation de 1994. Cette reprise n'apparaît pas forcément dans les changements de superficie des cultures de rente (Figure 3), parce que la croissance de la production de celles-ci peut provenir

d'anciennes plantations de cacaoyers et de caféiers qui étaient autrefois sous-utilisées. En deuxième position on trouve le manioc – culture principale dans neuf des 38 villages. Il est intéressant de noter que sept de ces neuf villages se trouvent près de Yaoundé où se pose le problème de la baisse de fertilité des sols. (Le manioc est bien adapté aux sols de fertilité basse.) Nous avons demandé aux répondants de nommer les cultures dont la superficie a le plus augmenté depuis 1993. Les deux cultures principales sont le manioc (13 villages ou 34,2% du total) et le macabo (sept villages ou 18,4% du total). Il convient de noter que neuf de ces 13 villages où on voit

une croissance rapide du manioc sont près de Yaoundé. Le tableau 5 (basé sur l'enquête auprès des 4.078 ménages) résume certaines des tendances du changement de la superficie des cultures vivrières par rapport à la distance à Yaoundé. On s'aperçoit que, *grosso modo*, la volatilité de la superficie des cultures vivrières s'observe surtout dans les villages proches de Yaoundé, tandis que la tendance envers la croissance rapide se trouve surtout dans les villages éloignés de Yaoundé (Tableau 5). L'annexe 5 fournit des renseignements supplémentaires sur l'éloignement de la production du plantain de Yaoundé, et la diversification des cultures.

**Tableau 5.** Croissance ou diminution de la superficie des terres utilisées pour le plantain et pour les ACV dans les 38 villages de l'étude, entre 1993 et 1997, en fonction de la distance à Yaoundé (près ou loin).

Nom du Village	Plantain		Autres Cultures Vivrières	
	Croissance	Diminution	Croissance	Diminution
<b>Près de Yaoundé</b>				
1. NGOULMEKONG		x		x
2. MESSAMENDONGO		x	x	
3. VIAN et LOBE	x		x	
4. MEYO	x			x
5. EKIEMBI I		x	x	
6. KALA		x	x	
7. MEKOUMBOU I		x		x
8. EZEZANG MENDOUM		x		xx
9. EKOU-DOUMA		x		x
10. NKOLYEM		x	x	
11. NKOLEKONO	x		x	
12. ADZAP	même	même		x
13. NKOELON	x		x	
14. ZAMAKOE	x		x	
15. BENEALOT	xxx		x	
16. OLAMNDOE	x		x	
17. NDOKOA	même	même	même	même
20. EKOK	xx		xx	
28. MOM I	xx		x	
<b>Loin de Yaoundé</b>				
18. SIMBANE	x		x	
19. ZENGOAGA	x		x	
21. SALLA	xx		x	
22. AKOK-MAKA	xx		xx	
23. KELLA	xx		xx	
24. ASSALA II	xx		xx	
25. BONECK	xx		xx	
26. ISSANDJA		x		x
27. NDIKITIEK	xx		xx	
29. DINGOMBI	x		x	
30. LOGBABEM	x		xx	
31. NYOUYA		x	x	
32. EKOUK	xx		xx	
33. YEM-ESSAKOE	xx		xx	
34. NSIMI	x		x	
35. BIYI et MBE-ETO	xx		xx	
36. AZEM	même	même		x
37. AKIE	xx		xx	
38. KOUAMBO	xx			xx

x = la différence entre la croissance et la diminution dans un village est *moins* de deux fois. Par exemple à Kala la superficie du plantain a grandi dans 35,4% des ménages et a diminué dans 47,9% des ménages – une différence de moins de deux fois.

xx = la différence entre la croissance et la diminution dans un village est *plus* de deux fois. Par exemple à Ekok la superficie des ACV a grandi dans 55,5% des ménages et a diminué dans 20,3% des ménages – une différence de plus de deux fois.

D'une manière générale, l'hypothèse a été confirmée mais nous n'avions pas anticipé la croissance de la superficie du café. Il y a un autre résultat qui s'écarte de l'hypothèse. Il est vrai que le plantain est généralement établi dans les forêts, mais pas forcément dans les forêts primaires. Nos résultats montrent que, parmi les ménages qui ont produit seulement le plantain et les autres cultures vivrières, 58% ont défriché la forêt primaire en 1996. Parmi les ménages qui ont produit seulement le cacao et les autres cultures vivrières, 62% ont défriché la forêt primaire en 1996, et parmi ceux qui ont produit seulement les autres cultures vivrières, 51% ont défriché la forêt primaire en 1996. De plus, bien que le plantain cultivé sur les sols des forêts nouvellement défrichées soit de meilleure qualité, il est surclassé par d'autres cultures vivrières à l'instar de l'arachide, du concombre, du macabo, du taro, etc. Donc, il apparaît que le plantain n'est pas la seule culture qui entraîne le défrichement de la forêt primaire.

### 3.3. Changements dans la division sexuelle du travail

En 1974-75 comme en 1997, presque tous les planteurs sont des hommes. En 1974-75 89,8 % des planteurs chefs de famille exerçaient en activité principale contre seulement 14,7 % en 1997. Dans le même temps, la proportion des cultivateurs hommes est passée d'à peu près 5 % (Tableau 3)<sup>4</sup> à 23,9 % (Tableau 6). Le changement de la structure des activités est donc très sensible chez les hommes. Bref, l'homme préserve sa domination quasi-exclusive sur l'agriculture de rente bien que la proportion des hommes planteurs ait subi une chute vertigineuse, et effectue une percée fulgurante dans la production des vivriers qui reste cependant dominée par la femme. En 1997, 59,5% des femmes adultes sont cultivatrices (Tableau 6).

**Tableau 6.** Activités principales des hommes adultes (âge >= 20 ans) et des femmes adultes (âge >= 15 ans) dans les villages étudiés.

Activité principale	Hommes		Femmes	
	N	%	N	%
Planteur	1 410	25,6	29	0,4
Cultivateur	1 316	23,9	4 397	59,5
Salarié	552	10,0	208	2,8
Aide familiale	97	1,8	138	1,9
Apprentissage	60	1,1	87	1,2
Ecole primaire	6	0,1	166	2,2
Ecole secondaire ou technique	197	3,6	528	7,1
Autre	1 157	21,0	344	4,7
Sans profession	454	8,2	980	13,3
Indéterminé	20	0,4	125	1,7
Inactif	243	4,4	384	5,2
TOTAL	5 512	100,0	7 386	100,0

La crise qui frappe durement toute la société a revalorisé la femme. L'homme, le "maître", le chef de famille, détenteur de terres et des biens immeubles a été, plus que sa conjointe, le premier à être touché dans son orgueil. Le cacao naguère si "enrichissant" a perdu en 1989 plus de 50% de sa valeur financière et bien plus de sa valeur sociale.

Empêtré dans les difficultés, car incapable de subsister, encore moins d'assurer la survie de sa famille, l'homme se laisse aller dans une sorte d'abattement et se replie sur sa femme. Celle-ci devient donc de plus en plus "utile" car ses productions vivrières lui permettent de continuer à nourrir sa famille tout en lui procurant des revenus qui assurent la scolarisation des enfants et même parfois la prise en charge de toute sa famille. Ceci se fait grâce au ravitaillement des villes en vivres. Sans pour autant que les prix de produits vivriers aient été revalorisés, ces produits sont devenus plus sûrs car les citoyens durement touchés par le chômage et les licenciements massifs, par les baisses de salaires, la dévaluation du franc CFA et autres mesures de libéralisation, ne cherchent plus qu'à assurer leur survie alimentaire quotidienne sans autre perspective d'avenir.

Bref, avec la crise l'homme s'implique de plus en plus dans l'agriculture vivrière, non seulement pour se procurer des revenus financiers mais aussi pour suppléer aux départs massifs des femmes des campagnes pour les villes, en nourrissant la famille.

## 4. Implications des Résultats sur le Couvert Forestier

Le but de cette étude était de connaître les effets de la crise économique camerounaise sur les dynamiques démographiques, les systèmes de cultures et la division sexuelle du travail dans le milieu rural, et les conséquences de ces changements sur le couvert forestier. Les implications de nos résultats dans la poursuite d'une amélioration des conditions de vie des populations de la forêt humide camerounaise et de l'aménagement des ressources forestières sont de plusieurs ordres.

De 1974-75 à 1987, la population des villages a connu une croissance faible de 0,72% par an. Mais entre 1987 et 1997, cette croissance est devenue largement positive avec un TCAM de 4,1%, soit un taux de changement de 45,5%. Pendant ces deux périodes, les villages Messamendongo et Ngoulemakong, de par leur proximité, ont été soumis au rythme de croissance de la ville de Yaoundé, et sont devenus des quartiers urbains. En excluant Messamendongo, et particulièrement

<sup>4</sup> A peu près 80% des chefs de famille sont hommes, donc le chiffre 6,5% dans le tableau 3 devient 5,2% si on se limite aux hommes.

Ngoulemakong qui compte à lui seul le quart de la population de tout l'échantillon, la croissance entre 1987-97 dans les 36 autres villages demeure forte.

Cette forte croissance est due à deux facteurs : l'immigration, et dans une certaine mesure, la migration de retour au village. En 1997, sur les 24.610 personnes résidentes, 13.401 (53,7%) sont nées dans les villages enquêtés et 11.401 (46,3%) sont nées ailleurs. De même, l'immigration nette s'est accrue progressivement au point de devenir positive entre 1993-97 dans 25 des 38 villages.

En gros, les moyens de subsistance dans ces villages dépendent de l'exploitation des ressources naturelles. Autrement dit, l'accroissement de la population s'accompagne déjà de manière mécanique de l'utilisation de ces ressources naturelles. Bien que de 1974-75 à 1987, la proportion des agriculteurs (chefs de famille) ait baissé, passant de 93,4% à 66,8%, leur nombre a augmenté de 2.236 à 2.440, encore qu'il faille tenir compte de la catégorie "Autre" dont un grand nombre ont pour activité secondaire l'agriculture.

L'augmentation de la consommation des ressources naturelles s'accompagne généralement d'une extension des superficies cultivées. Ce d'autant plus que les techniques utilisées ne varient pas de manière significative. Les outils de travail, toujours rudimentaires, sont demeurés les mêmes depuis des décennies. Les principaux changements s'observent au niveau de l'encadrement des agriculteurs et de l'utilisation des intrants agricoles. Et à ce sujet, la crise économique qui a réduit les moyens de l'Etat, l'a amené à des restrictions budgétaires drastiques, ce qui a conduit à l'abandon du monde rural sous le couvert de la libéralisation. Les agriculteurs, réduits au strict minimum et incapables de se prendre totalement en charge, ont réagi en négligeant leurs plantations et en se reportant sur les cultures vivrières. « On peut noter que le pourcentage des ménages utilisant les fongicides est passé de 71,4 % en 1985 à 64,7 % en 1993 et a atteint 54,3 % en 1997. Le pourcentage des ménages ayant utilisé les insecticides est passé de 33,7 % en 1985 à 18,5 % en 1993 et à 13,8 % en 1997. Le pourcentage des ménages ayant utilisé les engrais chimiques est passé de 5,8 % en 1985 et de 5,8% en 1993 à 5,9 % en 1997 » (Bikié *et al.* 1999 : 10).

La stagnation des superficies allouées aux cultures de rente a été contrebalancée par un accroissement des superficies allouées aux cultures vivrières. Or, l'agriculture vivrière déjà exigeante en ensoleillement, reste toujours basée sur les méthodes traditionnelles de l'agriculture itinérante sur brûlis. Malheureusement, dans les villages proches de Yaoundé dans un rayon de 50 km environ, les jachères durent moins de 5 ans. Ce qui

suppose un plus grand défrichement des forêts déjà fort dégradées. Dans les villages forestiers généralement loin de Yaoundé, où les jachères durent jusqu'à 15 ans, la forêt dense (secondaire et primaire) est de plus en plus attaquée. Enfin, un autre facteur pouvant favoriser le défrichement de la forêt est la croissance de la demande interne du Cameroun en cultures vivrières du fait de la diminution des importations de certains produits alimentaires de base.

En somme, l'accroissement du taux de la déforestation net observé dans la forêt humide du Cameroun pendant la période de la crise (Mertens *et al.* 1999 ; Sunderlin *et al.* 1999) serait dû à six facteurs : (1) la forte croissance de la population rurale en 1987-97 par rapport à 1976-87 ; (2) la croissance du nombre absolu d'agriculteurs ; (3) la croissance de la production des cultures vivrières ; (4) la baisse des moyens de maintenir l'intensification de l'agriculture ; (5) la diminution de l'importation des cultures vivrières au Cameroun ; et (6) la demande en jachères, ainsi que la demande en ensoleillement plus importante dans la production vivrière que dans les cultures de plantation.

## 5. Conclusion Générale

Les résultats de l'étude ont montré que la population des villages étudiés a un faible accroissement avant la crise, voire un accroissement négatif si on exclut Ngoulemakong et Messamendongo qui, de villages périphériques en 1974-75 sont devenus des quartiers de Yaoundé dont ils ont bénéficié de la prospérité. Cette population connaît cependant une véritable explosion entre 1987-97, pour plusieurs raisons : une migration de retour nette et une importante immigration jusqu'alors inconnue. L'exode rural, bien qu'étant globalement positif, a changé de structure. Il a diminué chez les hommes adultes mais a augmenté de moitié chez les femmes. Bref, pendant la crise, il y a une augmentation significative de la population des villages qui est l'un des facteurs contribuant à une croissance du taux de déforestation.

Quant au cacao et au café, l'évolution de leur superficie a subi les soubresauts de la crise. Avec la baisse de leurs prix d'achat aux planteurs de plus de 50% en 1987 et le désengagement progressif de l'Etat de ces filières, les planteurs ont répliqué en négligeant ou en abandonnant leurs plantations. La dévaluation du franc CFA de 50% a suscité un regain d'activité sans pour autant que les superficies s'accroissent notablement. En revanche, les planteurs ont reporté une partie de leurs efforts sur les cultures vivrières qui ont connu une croissance significative grâce à la demande locale, urbaine et internationale favorisée par la libéralisation (exportation massive de vivres au Gabon). Si le plantain est de plus

en plus demandé, il n'est pas le seul à avoir la faveur des cultivateurs sur les terres nouvellement défrichées de la forêt dense, car certaines plantes telles que l'arachide en cultures mixtes et bien d'autres bénéficient de ce même traitement. Bref, les cultures vivrières autrefois vouées à l'autoconsommation sont devenues des cultures commerciales dont l'augmentation de la demande entraîne, et à cause des systèmes de cultures extensives, un accroissement des défrichements cultureux.

Depuis leur adoption par les populations dans les années 1930, les cultures de rente et particulièrement le cacao, ont été l'affaire des hommes car procurant à la fois revenus financiers, prestige social, droit à la propriété foncière, grande liberté d'action et situation de rente. La crise venue, la baisse du prix d'achat aux planteurs et toutes les autres mesures de libéralisation ont appauvri financièrement, socialement et mentalement les hommes vis-à-vis des femmes qui ont vu leurs cultures vivrières devenues des cultures commerciales donc rémunératrices. Du coup, les hommes ont viré vers les cultures vivrières beaucoup plus dans le dessein de vendre que de consommer. Ce faisant, la division sexuelle du travail a

changé. Cependant, l'implication des hommes dans les cultures vivrières autrefois dévolues aux femmes n'avoisinent encore que les 25%.

L'augmentation du taux de la déforestation pendant la période de la crise résulte non seulement de la croissance de la population (et du nombre absolu des agriculteurs), de la hausse de la production vivrière, mais aussi de la baisse de l'intensification de l'agriculture, de la réduction de l'importation des cultures vivrières au Cameroun, et la demande plus importante en jachères, ainsi qu'en ensoleillement pour la production vivrière que pour les cultures de plantation.

Les résultats de cette étude nous montrent que la crise économique actuelle joue un rôle significatif dans les changements démographiques et dans d'autres facteurs qui influencent le couvert forestier. Toute politique actuelle de développement socio-économique et culturel devrait intégrer cette donnée dans les idées et les actes afin d'éviter des conséquences écologiques inattendues et indésirables. Bref, le développement durable doit prendre le pas sur les actions à court terme.

## Bibliographie

- Banque Mondiale. 1995. Cameroun : Diversité, Croissance et Réduction de la pauvreté. Division de la Population et des Ressources Humaines. Département de l'Afrique Centrale et de l'Océan Indien. Région Afrique. Report no 13 167-CM.
- Bikié H, Ndoye O et Sunderlin D.W. 1999. Crise économique, systèmes de production et changement du couvert forestier dans la zone forestière humide du Cameroun. CIFOR-Cameroun. Manuscrit.
- Cameroon Tribune* no 5298 du 11 janvier 1993.
- Cameroun, République du. 1989. Déclaration de stratégie et de relance économique. Manuscrit. 87 pages.
- CENADEFOR. 1985. Carte écologique du couvert végétal du Cameroun (Basée sur des images LANDSAT).
- Courade, Georges *et al.* 1994. Le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel. Edition Karthala. 410 pages.
- Côté, Sylvie. 1993. Le Plan de zonage du Cameroun forestier méridional. Agence Canadienne de Développement International/MINEF.
- Demenou, Adrienne Paule. 1997. La place du bois de feu dans un système agroforestier. CIFOR, Cameroun, Document de Travail no 1.
- Ekoko, François. 1997. The political economy of the 1994 Cameroon forestry law. CIFOR Cameroon. Working paper no 4.
- Franqueville, André. 1987. Une Afrique entre le village et la ville : Les migrations dans le sud du Cameroun. Éditions de l'ORSTOM, Paris : Coll. Mémoire no 109. 646 pages.
- Gubry, Patrick *et al.* 1996. Le retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun. L'Harmattan (Paris), 210 pages.
- Institut National de Cartographie. 1996. Carte administrative de la République du Cameroun à l'échelle 1/1 500 00.
- Kaimovitz (David) and Angelsen (Arild). 1996. A user's guide to economic models of tropical deforestation. Unpublished manuscript.
- Le Messenger* no 337 du 13 décembre 1992.
- Leplaideur, A. 1985. Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre et du Sud Cameroun. Paris. CIRAD-IRAT. 615 pages.
- Losch, Bruno. 1994. Cacaos africains : comment la Côte d'Ivoire a devancé le Camerou. Plantations. Recherche, développement, Vol. 1, no 2, pp. 15-22.
- Mertens (Benoît) and F. Lambin (Eric). 1997. Spatial modelling of deforestation in Southern Cameroon. Applied Geography. Unpublished manuscript.
- Mertens, B. & Lambin, E.F. 1999. Land-cover change trajectories in a frontier region in southern Cameroon. Unpublished manuscript.
- MINEF. 1993. Plan de zonage du Cameroun forestier méridional, 69 pages.
- MINEF. 1995. Plan d'Action Forestier National du Cameroun. 367 pages.
- MINEF/PNGE. 1996. Plan National de Gestion de l'Environnement. Vol. 1 : Rapport principal, Vol. 2 : Analyses sectorielles, Vol. 3 : Fiches de projets, Vol. 4 : Tableaux de planification.
- MINPAT/Bureau Central du Recensement. 1976. Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'avril 1976.
- MINPAT/Bureau Central du Recensement. 1987. Recensement Général de la Population et de l'Habitat d'avril 1987.
- MINPAT/Commission Nationale de la Population. 1993. Déclaration de la Politique Nationale de Population. 62 pages.
- MINPAT/CRDI. 1992. Migrations et urbanisation dans les villes de Douala et Yaoundé. 1ère partie : 215 pages. et 2ème partie : 67 pages.
- Ndoye, Ousseynou. 1997. The impact of macroeconomic and agricultural policies on forest condition in Cameroon. CIFOR Cameroun. Working Paper no.3.
- Pokam W.K., Jacques. 1998. Pression démographique et dégradation de l'environnement dans une région forestière du Sud-Cameroun : le cas du Moungo. U.E.P.A. Dakar. 105 pages.
- Pokam W.K, Jacques. 1997. Les migrations dans la zone de forêt humide du Cameroun. CIFOR Cameroun. Document de Travail no.2. 93 pages.
- Roubaud, François. 1994. Le « modèle » de développement camerounais 1965-1990: de la croissance équilibrée à la crise structurelle. *In* le village camerounais à l'heure de l'ajustement structurel. Edition Khartala. 410 pages.
- Sunderlin, W.D. *et al.* 1999. Economic crisis, small-scale agriculture, and forest cover change in southern Cameroon. Unpublished manuscript.
- Timnou, Joseph-Pierre. 1993. Migrations, urbanisation et développement au Cameroun. IFORD/CEPED. *Les cahiers de l'IFORD* no 4. 115 pages.



## Annexe 1.

### La taille des villages et leur répartition spatiale

La taille des villages est fortement différenciée. En gros, on peut distinguer trois catégories. Il y a d'abord les villages qui ont franchi la barre symbolique de 1.000 habitants et qui peuvent être appelés « gros villages ». Ngoulemakong, avec 6.170 habitants en 1997 (un quart de la population résidente enquêtée) est un ancien village qui a bénéficié de la croissance de Yaoundé pour en devenir l'un des plus grands quartiers. Les trois autres villages, qui jouissent d'une certaine prospérité sont : Ekoumdouma (1.210 habitants), village étonné situé sur la route nationale Yaoundé-Bafoussam à l'entrée de l'ancien embranchement d'Obala tout proche ; Salla, situé à une soixantaine de kilomètres au nord-est d'Ayos ; et Assala 2, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest d'Ombessa.

Il y a ensuite les villages moyens entre 500 et 1.000 habitants qui sont au nombre de dix et dont quatre se rapprochent plutôt des gros villages. Il s'agit de : Messamendongo, village ayant connu la même situation que Ngoulemakong et dont la position dans une zone de déguerpissement au sud-est de Yaoundé a cependant freiné son expansion ; de Zamakoé, situé à l'entrée de Mbalmayo sur la route Yaoundé-Mbalmayo ; de Kela, en pays mbamois (comme Assala 2) sur la route Sa'a-Ntui où la terre est exceptionnellement fertile et la population laborieuse ; enfin de Mom 1, qui dans les années 1960 a servi de refuge à certains Bassa fuyant les maquisards, et qui possède une petite gare ferroviaire desservant un arrière-pays bien peuplé et difficilement accessible en voiture.

Le reste est constitué de ce que nous appelleront les petits villages et qui sont au nombre de 24. Parmi ceux-ci, trois

se distinguent par une population exceptionnellement faible notamment Nkoélon (125 habitants), Ndikitek (109 habitants) et Ndokoa (97 habitants).

A partir des exemples de villages que nous avons analysés, nous pouvons dégager six groupes principaux de causes et facteurs influant sur la taille des villages et leur répartition spatiale.

Parmi les facteurs favorisant la croissance, il y a la proximité d'une métropole en l'occurrence Yaoundé dont les croissances démographique et spatiale très rapides tendent à l'absorption et à l'urbanisation des villages périphériques. L'ampleur de ces phénomènes varie en fonction de l'emplacement des villages par rapport au champ d'expansion spatiale de la ville.

Il y a ensuite la présence d'une importante voie de communication doublée d'une certaine disponibilité en terres et surtout du degré d'ingéniosité des habitants (Ekoumdouma, Zamakoé), et enfin la disponibilité en terres dans une zone peu peuplée de transition forêt-savane où les conditions physiques et humaines de mise en valeur de ces terres sont relativement faciles (pays mbamois).

Quant aux facteurs défavorisant la croissance, il se dégage l'absence et la mauvaise qualité des voies de communication (Yem-Essakoé), la déviation d'une route nationale autrefois facteur de dynamisme (Ndikitek, Nkolekono), et les effets psychologiques et sociaux d'une population traditionnellement guerrière qui n'a pas pu s'adapter à une vie paysanne malgré des conditions physiques et écologiques assez bonnes (Ndokoa).

## **Annexe 2.**

### **Variabilité du taux d'absence parmi les villages**

L'enquête Migration CIFOR 1997 a dénombré dans les 38 villages 31.104 personnes composées de 19.685 personnes nées dans les villages étudiés dont 13.209 présentes et 6.476 absentes, et de 11.401 personnes nées hors de villages ou immigrées.

La population totale des villages, c'est-à-dire des personnes vivant dans les villages au moment de l'enquête, comprend les 13.209 présentes plus les 11.401 personnes nées hors des villages d'où un total de 24.610 habitants. Les immigrés représenteraient alors 46,3% de la population, mais cette donnée au-delà de son aspect statistique doit être interprétée sous un angle plus sociologique du fait de la présence parmi les immigrés des femmes venues en mariage d'une part, d'autre part des membres de la famille qui sont nés et ont grandi hors de leur village d'origine.

Au niveau des villages, ce taux d'absence est très variable. Il est élevé à Nyouya (53,0%), Yem-Essakoé (51,1%) ; assez bas dans les quartiers urbains (Ngoulemakong [12,4%], Messamendongo [20,%]) et dans les villages d'immigrants (Issandja [13,2%], Ndokoa [23,%]), et moyen dans certains villages ayant connu une forte croissance démographique comme Ezezang-Mendoum (25,1%), Ekoumdouma (24,8%). Ces exemples montrent que l'urbanisation, la colonisation agricole, de même qu'une bonne accessibilité combinées à une proximité urbaine, freinent les départs des villages ou les diluent.

L'intensité de l'émigration par rapport à Yaoundé n'est pas forcément proportionnelle à l'éloignement des villages. Ainsi on constate plusieurs situations. La proximité de Yaoundé joue de trois manières. Premièrement, les villages périphériques qui ont été absorbés par Yaoundé, ce qui a limité l'émigration à un

niveau relativement bas (Ngoulemakong et Messamendongo). Deuxièmement, les villages éton, notamment Ekoumdouma et Ezezang-Mendoum qui ont des taux moyens (25%). Troisièmement, les villages situés dans un rayon de 50 km et qui ont des taux d'émigration élevés variant entre 31% et 46% et qui sont une dizaine. Ce premier groupe compte en majorité les villages éwondo, éton, bané et mvele.

Les villages éloignés de Yaoundé connaissent des taux d'émigration très élevés, notamment les quatre villages bassa et les sept villages de la province du Sud peuplés de Boulou, Fang, Ntoumou, et même Ewondo (Akié). Ce second groupe géographiquement homogène va de l'ouest au sud de Yaoundé suivant une ligne de démarcation bien nette. A l'exception de Mom 1, qui se trouve dans le rayon de 50 km de fortes densités de population et de dégradation forestière avancée, les autres sont de véritables villages forestiers de faibles densités de population marqués par un grand enclavement (Akié) et un accès très difficile. Toutefois, Logbabem et Nsimi sont situés sur de grands axes routiers bitumés.

Les villages situés à des distances moyennes (les trois villages bané au sud de Yaoundé) et grandes (les villages mbamois au nord et les autres villages apparentés aux Béti à l'est de Yaoundé) ont des taux d'émigration moyennement élevés de 30% environ. Issandja, Kella et Ndokoa ont même des taux plus ou moins faibles, respectivement de 13,2%, 26,5% et 23,8%. Ce troisième groupe est en général constitué de villages situés dans les marges forestières. Dans cette zone de transition forêt-savane, les villages mbamois sont situés dans le secteur où prédomine la savane avec des habitations à bosquets aménagés (Assala 2, Boneck), alors que d'autres villages sont situés dans le secteur forestier.

### Annexe 3.

## Émigration rurale à forte tendance féminine

Ces différences entre hommes et femmes s'expliquent de deux manières. En premier lieu, l'émigration féminine est une réalité sociale et traditionnelle fondée sur l'exogamie : c'est l'émigration matrimoniale. En second lieu, la forte vitalité de cette émigration féminine repose sur la "libération" de la femme en général grâce à l'éducation, au désir d'émancipation, à de nouvelles responsabilités qu'impose le contexte général qui prévaut depuis plus d'une décennie. Aussi, à l'émigration matrimoniale s'est greffée une émigration économique.

L'émigration rurale est vécue différemment par les hommes et les femmes. Nous sommes dans une société patriarcale où c'est l'homme qui doit assurer la continuité de la famille par des mécanismes bien réglés tels que le droit d'héritage, la détention des pouvoirs au sein de la famille, du clan, du village, etc. De ce fait, les hommes sont tenus de demeurer dans leurs villages. A contrario, leur départ peut constituer de gros problèmes. Ce départ n'est donc pas un acte purement gratuit. Il est guidé par des motivations liées à une incapacité ou une impossibilité d'assumer ses responsabilités dans sa communauté. Pour ces raisons, l'émigration masculine

constitue le principal indicateur de l'émigration, du moins jusqu'en 1987.

En somme, pendant que l'émigration masculine est en baisse, celle des femmes est en hausse vertigineuse. Les hommes en milieu rural sont déjà bien sensibles aux difficultés qu'il y a dans les villes et préfèrent tempérer leurs ardeurs. Les femmes y sont aussi sensibles. Le système économique et social qui impose de fortes restrictions aux femmes en milieu rural les empêche de s'exprimer, de se mettre en valeur. C'est pour fuir cet étouffement qu'elles sont obligées de partir. L'éducation pour le mariage est en train de céder place à une éducation émancipatrice, plus large, où la recherche de l'emploi est aussi devenue une priorité. Alors qu'en 1974-75 les femmes émigrées se dirigeaient à 68,8% vers les villages, elles ne le sont plus qu'à 37,3% en 1997 (Tableau 6), soit une tendance actuelle strictement opposée à la précédente. Bien que l'émigration masculine ait baissé, elle s'est davantage renforcée en direction des villes : 92,8% en 1997 contre seulement 87,1% en 1974-75 ). En définitive, l'exode rural demeure un phénomène puissant qui s'est renforcé grâce à une nouvelle dynamique féminine jusqu'alors inconnue.

## **Annexe 4.**

### **La migration de retour et le genre**

En général, les hommes sont toujours plus nombreux que les femmes à retourner au village, 63,1% contre 36%, le taux de masculinité s'élevant alors à 1,83. Chez les adultes les proportions sont de 70,4% et 63,1% respectivement chez les hommes (de 20 ans et plus) et les femmes (de 15 ans et plus). Cette importante disproportion n'est pas un fait nouveau. Dans la migration de retour, le facteur de décision appartient encore beaucoup plus à l'homme qui est toujours considéré comme le chef de famille.

Certes, des mesures législatives et légales récentes accordent plus de libertés aux épouses qui ne sont plus obligées de suivre leurs époux dans leurs déplacements, encore moins d'obtenir d'eux une autorisation expresse écrite et légale avant tout déplacement à l'étranger. Si ces mesures, somme toute légitimes, ont eu des effets positifs sur l'emploi des femmes et leur promotion, elles ne présentent pas le même aspect dans le cadre de la

migration de retour. En effet, cette dernière a un côté social très fort tissé par les liens de mariage garant de l'unité du foyer et de la société. De ce fait, les femmes mariées liées à des personnes issues d'autres villages du fait de l'exogamie, devraient plutôt suivre leurs époux. Logiquement, ce sont les femmes libres de tout engagement et principalement les filles qui sont les plus concernées par la migration de retour au village où elles sont nées. On trouve alors chez le sexe féminin, une proportion de 65,6% de célibataires et 34,4% de divorcées, veuves et mariées représentées chacune à 11% environ.

La situation chez les hommes (tous âges confondus) est très différente. La proportion de mariés est de 54%, mais celle des célibataires est de 38,6% alors que les veufs et les divorcés ne représentent respectivement que 3,3% et 4,2%.

## Annexe 5.

### Mouvement de la culture du plantain et la diversification des cultures

La dégradation de l'environnement forestier a eu des répercussions sur les préférences alimentaires des populations. La zone située dans un rayon de 50 km autour de Yaoundé est bien plus dégradée soit sous la pression démographique (fortes densités) en rapport avec des techniques culturales inappropriées, soit pour la satisfaction des besoins des populations urbaines de Yaoundé, et pour bien d'autres causes encore.

Ainsi, le plantain, culture par excellence pratiquée sur les terres des forêts nouvellement défrichées, y est en net recul. C'est une plante prisée à la fois par les populations rurales et urbaines. Mais devant le recul de la forêt et l'appauvrissement des sols, elle y est devenue un peu rare et chère. Car après deux années de culture sur des sols forestiers nouvellement dénudés, le plantain est attaqué par des maladies en même temps qu'il perd son bon goût naturel. D'autres plantes comme le concombre dont la survie est intimement liée à la forêt est devenue rare dans la province du Centre et se retrouve de plus en plus dans la province de l'Est. Le taro, le macabo et certaines variétés d'igname cultivées sous couvert forestier subissent le même recul.

La forte sollicitation des sols forestiers, certaines pratiques culturales inappropriées et bien d'autres facteurs empêchent la régénération forestière et accentuent l'appauvrissement des sols qui ont déjà une tendance à la ferrallisation dans le nord de la Lékié. La durée de la jachère est très en-deçà de cinq ans. L'adaptation des populations rurales s'est tout naturellement traduite par le changement de cultures et l'adoption des plantes peu exigeantes telles que le manioc. Celui-ci est devenu la plante-reine, l'aliment de base indispensable non seulement dans les zones de forêts dégradées mais également dans les zones de forêt dense tant sa culture est facile, sa conservation, sa transformation, son transport et sa vente sous diverses formes fort aisés. Le manioc est donc devenu une plante ubiquiste.

D'autres plantes n'ont pas les mêmes facultés et la même réussite. L'aire de culture du plantain est certes en recul, mais c'est une plante qui gagne du terrain dans les zones éloignées où foisonnent les forêts, notamment dans la province du Sud. La chance du plantain par rapport aux tubercules (bien sûr à l'exception du manioc), c'est qu'elle est pratiquement une plante noble. Ne mange pas le plantain qui veut. Il paraît abondant mais son prix est relativement bien plus élevé que celui des autres aliments. Qu'à cela ne tienne, il est fortement demandé, par les populations locales et particulièrement les Boulou dont c'est l'aliment de base, par les populations urbaines qui en consomment à toutes les sauces, et par les pays étrangers notamment la Guinée Équatoriale et surtout le Gabon. Sa demande par le Gabon

est si importante que les Ntoumou l'ont adopté non pas pour consommer mais exclusivement pour la vente, le bâton de manioc étant leur aliment de base. Sur un autre plan, les Mbamois ont, par l'intermédiaire des Eton, adopté la culture du plantain pour la vente. Tous ces faits démontrent l'importance du plantain dans l'agriculture forestière et par conséquent son rôle dans le défrichement de la forêt.

Le défrichement de la forêt n'entraîne pas automatiquement la culture du plantain. Celle-ci se fait en culture pure par quelques grands cultivateurs citadins et rarement par les agriculteurs ruraux qui pratiquent généralement les cultures mixtes. Certaines cultures vivrières commerciales prennent même de l'ascendant sur le plantain. C'est surtout le cas de l'arachide, mais aussi des tubercules comme le macabo et le taro, sans compter les légumes. Toutes ces plantes se font presque toujours en cultures mixtes et sont bien plus commercialisées que consommées localement. Pour tout dire, l'aspect commercial a déjà pris le dessus sur les habitudes alimentaires locales et oriente les productions agricoles dans les champs forestiers nouvellement dénudés. D'où l'importance croissante des superficies cultivées dans les champs de forêt les dix dernières années (1987-97) marquées par la chute brutale des prix d'achat de cacao et de café aux planteurs.

Notre zone d'étude comporte de nombreuses activités pratiquées en fonction des différenciations spatiales, des conditions naturelles, des besoins des populations et du marché. Aux cultures de rente devenues peu rentables, les populations leur ont substitué les cultures vivrières et parfois des activités non agricoles. Chaque village a adopté une ou plusieurs plantes qu'il cultive abondamment. Ainsi, Nkolyem s'est spécialisé dans la culture de la canne à sucre ; Ezezang-Mendoum dans la culture du maïs ; Salla dans la culture des arachides ; Simban dans la culture du concombre ; Ekouk et Ekouk dans la culture du macabo ; Ekouk dans la culture du taro ; Akok-Maka dans la culture des arachides et du macabo ; alors que les villages Kela, Assala 2 et Issandja ont développé une gamme de produits, notamment la patate douce, l'igname, l'ananas, le plantain, l'huile de palme, et le manioc qu'ils transforment en farine de manioc avant de consommer et de commercialiser.

Ces activités et produits sont liés à des aires géographiques bien déterminées : les produits agricoles «mbamois» proviennent des zones de transition forêt-savane ; le concombre, le macabo et le taro et même l'arachide des zones de forêts prédominantes. Le manioc est pratiquement cultivé partout et s'adapte à des sols pauvres, raison pour laquelle il est très développé dans les villages environnants de Yaoundé où prédomine une végétation de forêts dégradées aux sols pauvres.